

# Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation

Rapport annuel  
Annual report  
2010



**GRAMEEN CRÉDIT AGRICOLE**  
*Microfinance Foundation*



## Table des matières

*Table of contents*

Le mot du Président	Foreword by the Chairman	2
Message du Délégué Général	Message by the Managing Director	3
La Fondation	The Foundation	4
Les Fondateurs	The Founders	4
La mission	The mission	5
La Gouvernance	The Governance	6
L'équipe de la Fondation	The Foundation's team	8
Notre approche	Our approach	11
Notre positionnement - Microfinance	Our positioning - Microfinance	11
Notre positionnement - Social Business	Our positioning - Social Business	12
Notre offre	Our offer	13
Nos process / outils	Our processes / tools	14
Nos résultats	Our results	17
Nos activités en 2010	Our activities in 2010	17
Le portefeuille	The portfolio	20
Profil des Institutions de Microfinance partenaires	Profile of partner Microfinance institutions	24
Des partenariats dans 16 pays	Partnerships in 16 countries	26
Microfinance et social business : situation en 2010	Microfinance and social business: overview in 2010	29
Les états financiers	Financial statements	35
Rapport du Réviseur d'entreprises	Report of the Réviseur d'entreprises	37
Bilan	Balance sheet	38
Compte de résultat	Profit and loss account	39
Notes aux comptes	Notes to the accounts	40/47
Contacts	Contacts	55

## Le mot du Président

*Foreword by the Chairman*

René Carron - Président / Chairman



Selon les chiffres les plus récents de la Campagne pour le Sommet du Microcrédit<sup>1</sup>, 190 millions d'emprunteurs bénéficient d'un microcrédit. Parmi ces emprunteurs, 128 millions étaient au dessous du seuil de pauvreté au moment de leur 1er microcrédit et plus de 80% de ces emprunteurs pauvres sont des femmes.

Il est nécessaire de rappeler ces chiffres au moment où la microfinance est mise en cause par certains media et son apport à la lutte contre la pauvreté nié. Depuis plus de trente ans, la microfinance est un outil au service du développement. Si elle ne suffit pas à régler seule la question de la pauvreté, elle y contribue en mettant à la disposition de populations qui, dans leur très grande majorité, n'ont aucun contact avec le système financier formel, une gamme complète de micro-services financiers simples et accessibles.

Ces services répondent aux deux besoins fondamentaux qui existent chez tout être humain : le besoin d'être accompagné dans ses risques économiques, c'est le rôle du crédit, le besoin d'être protégé contre les aléas de l'existence, c'est le rôle de l'épargne et de l'assurance.

Au-delà de ces services financiers, nombre d'institutions de microfinance contribuent à l'édification d'une société civile plus consciente de ses droits et plus confiante dans ses propres forces, à la promotion des femmes dans la vie économique et sociale et à la mise en œuvre de programmes de santé ou d'éducation.

A cet égard la Grameen Bank, créée en 1983 par le Prof. Yunus avec le soutien du gouvernement du Bangladesh, est une référence qui a inspiré de nombreuses institutions de par le monde. Nous soutenons le Professeur Yunus pour que le modèle original de gouvernance et la mission sociale de la Grameen Bank soient intégralement respectés par les autorités du Bangladesh.

En choisissant de donner un statut de fondation à son initiative en faveur de la microfinance, et en la mettant en œuvre dans le cadre d'un partenariat avec Grameen Trust, le Crédit Agricole a clairement manifesté qu'il ne considérait pas la microfinance comme une opportunité de développement et de profit pour lui-même, mais comme un engagement fort de solidarité au service de l'humanité qui souffre de la faim et de la pauvreté. En enracinant cette initiative dans le terreau de nos valeurs coopératives et en la dotant de 50 millions d'euros par Crédit Agricole S.A., nous avons, je crois, donné à cette initiative son vrai caractère, celui d'un engagement de long terme, désintéressé et partenarial. La Fondation dispose ainsi des ressources financières et humaines pour mettre en œuvre son double mandat : accompagner les institutions de microcrédit dans leur développement, faciliter l'émergence de social business, et ce faisant contribuer à lutter contre la pauvreté.

Ce mandat, l'équipe de la Fondation, sous la direction de Jean-Luc Perron, le met en œuvre avec le dynamisme dont témoignent les nombreuses initiatives prises en 2010.

Le modèle que nous avons retenu associe engagement de solidarité et professionnalisme. Sur ces bases solides, il est construit pour durer et porter beaucoup de fruits.

According to the most recent figures from the Microcredit Summit<sup>1</sup>, 190 million borrowers have taken out a micro-loan. Of these borrowers, 128 million were below the poverty threshold when they received their first micro-loan, and more than 80% of these poor borrowers are women.

These figures should be borne in mind at a time when microfinance is being questioned by some in the media and its contribution to the war on poverty denied. For more than thirty years, microfinance has been a tool at the service of development. While it is not sufficient on its own to solve the problem of poverty, it makes a contribution by making available a full range of simple and accessible microfinancial services to populations which, for the most part, have no contact with the formal financial system.

These services meet two fundamental needs faced by every human being: the need for support when taking economic risks, which is the role of credit, and the need for protection against life's hazards, which is the role of savings and insurance.

In addition to these financial services, many microfinance institutions contribute to the building of a civil society that is more aware of its rights and more confident in its own strengths, the promotion of women in economic and social life, and the implementation of healthcare or educational programmes.

In this respect, Grameen Bank, set up in 1983 by Professor Yunus with the support of the Bangladesh government, is a reference point that has inspired a large number of institutions around the world. We support Professor Yunus so that the original governance model and social mission of Grameen Bank may be fully respected by the Bangladesh authorities.

In opting to make its initiative in support of microfinance a foundation, and implementing this through a partnership with Grameen Trust, Crédit Agricole has clearly shown that it does not consider microfinance as a growth and profit opportunity for itself, but as a strong charitable commitment at the service of human beings suffering from hunger and poverty. Planting the roots of this initiative in the fertile soil of our cooperative values and providing it with € 50 million from Crédit Agricole S.A. resources, I believe, that we have imbued the initiative with its true nature as a long-term, disinterested partnership and commitment. The Foundation has the financial and human resources to realise its twin missions: supporting the development of microcredit institutions and assisting the emergence of social businesses and, in doing so, helping the fight against poverty.

The Foundation's team, led by Jean-Luc Perron, carries out these missions with energy, as demonstrated by the large number of initiatives undertaken in 2010.

Our model combines a solidarity commitment with professionalism. It is built to last and to bear much fruit on these solid foundations.

# Message du Délégué Général

*Message by the Managing Director*

Jean-Luc Perron - Délégué Général / *Managing Director*



Son 2ème exercice aura été pour la Fondation une année de consolidation de son modèle de fonctionnement et de développement de ses activités.

Depuis sa création en septembre 2008, 26 projets ont été validés par le Comité de Projets de la Fondation pour un montant cumulé de 21,6 millions d'euros : trois financements d'entreprises de social business et 23 financements d'institutions de microfinance, dans 16 pays. En outre, la Fondation a investi 1,8 million d'euros dans le Fonds hollandais TCX qui lui permet d'avoir accès à des couvertures de change pour ses opérations de financement en devises locales.

Le portefeuille de clients des institutions de microfinance partenaires de la Fondation reflète fidèlement les priorités et les critères de financement fixés par son Conseil d'administration : ces emprunteurs, au nombre de 1,1 million, sont à 91% des femmes, 68% vivent en milieu rural et 51% sont en Afrique sub-saharienne. La quasi-totalité de ces financements ont été faits dans des conditions qui protègent les institutions partenaires du risque de change. Tous ces financements ont été validés à l'issue d'une double analyse, vérifiée sur place par une mission de due diligence : une analyse financière de l'institution et notamment de sa performance en matière de risque, et une analyse de la performance sociale de l'institution et de son positionnement sur la lutte contre la pauvreté, réalisée au travers d'un questionnaire mis au point en collaboration avec l'ONG française CERISE ([www.cerise-microfinance.org](http://www.cerise-microfinance.org)). Ces outils ont été perfectionnés au cours de 2010. Ils permettent à la Fondation de s'engager au profit d'institutions de taille moyenne, voire petite, situées parfois dans des zones difficiles, en s'entourant du maximum de précautions et en mettant à leur disposition des financements adaptés.

En matière de social business, la Fondation intervient comme actionnaire minoritaire d'entreprises créées en vue d'une mission sociale, et comme partenaire de ces entreprises pour les aider à mettre en œuvre cette mission. Ainsi, elle accompagne la Laiterie du Berger au Sénégal dans sa volonté de renforcer l'élevage laitier dans la région de Richard Toll où elle est implantée. Elle collabore étroitement avec Babyloan, 1<sup>er</sup> site européen de prêts solidaires en faveur de micro-entrepreneurs ([www.babyloan.org](http://www.babyloan.org)). Elle étudie de nouvelles opportunités d'investissement répondant à la définition du social business donnée par le Professeur Yunus.

En 2010, la Fondation a posé des jalons pour prendre de nouvelles initiatives, notamment en matière d'assistance technique et de micro-assurance. Elle a pris une part active dans les réflexions et les initiatives menées au niveau européen par la Plateforme européenne de la microfinance et en France par Convergences 2015. Elle a renforcé sa collaboration avec d'autres entités de la Famille Grameen et manifesté sa solidarité à l'égard de Muhammad Yunus, visé par une campagne de déstabilisation. Elle a rénové totalement son site internet [www.grameen-credit-agricole.org](http://www.grameen-credit-agricole.org) que nous vous invitons à visiter pour mieux connaître notre mission, notre actualité et nos partenaires dans 16 pays.

Bénéficiant à la fois de l'autorité morale du Professeur Yunus et de son ancrage dans le groupe Crédit Agricole, la Fondation Grameen Crédit Agricole est prête à relever de nouveaux défis en 2011 au service des plus pauvres.

The Foundation's second year was a year of consolidating its operating model and developing its activities.

Since the Foundation was set up in September 2008, 26 projects worth a total of €21.6 million have been approved by the Project Committee. Three have provided finance for social businesses and 23 have provided funding for microfinance institutions in 16 countries. In addition, the Foundation has invested €1.8 million in the Dutch fund TCX, which gives it access to foreign exchange hedging for funding in local currencies.

The portfolio of microfinance institution clients who are partners of the Foundation is a good reflection of the priorities and financing criteria established by the Board of directors: of a total of 1.1 million borrowers, 91% are women, 68% live in rural areas and 51% are in sub-Saharan Africa. Virtually all of the finance operations have been on terms that protect the partner institutions from foreign exchange risk. All finance operations have been approved following a twofold analysis, verified onsite by a due diligence mission: financial analysis of the institution, and particularly its risk performance, and analysis of the institution's social performance and position in fighting poverty, through a questionnaire developed in conjunction with the French NGO CERISE ([www.cerise-microfinance.org](http://www.cerise-microfinance.org)). These tools were perfected in 2010. They enable the Foundation to make commitments to medium-sized or even small institutions, sometimes located in difficult regions, while protecting itself with the greatest precautions and providing them with funding that meets their needs.

When it comes to social businesses, the Foundation acts as a minority shareholder in companies established for a social mission, and as a partner to these businesses to help them implement this mission. For example, it supports the desire of the Laiterie du Berger in Senegal to strengthen the dairy industry in the Richard Toll region in which it is located. The Foundation works in close collaboration with Babyloan, the leading European site for solidarity loans to micro-entrepreneurs ([www.babyloan.org](http://www.babyloan.org)). The Foundation studies new investment opportunities meeting the definition of social business laid down by Professor Yunus.

In 2010, the Foundation paved the way for taking further initiatives, particularly in providing technical assistance and micro-insurance. It played an active part in reviews and initiatives carried out at the European level by the European Microfinance Platform and in France by Convergences 2015. The Foundation deepened its collaboration with other Grameen Family entities and showed its support for Muhammad Yunus who was targeted by a destabilisation campaign. The Foundation completely revamped its website, [www.grameen-credit-agricole.org](http://www.grameen-credit-agricole.org), which we invite you to visit to gain a better understanding of our mission, news and partners in 16 countries.

The Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation derives strength both from the moral authority of Professor Yunus and from its roots in the Crédit Agricole Group, and is ready to face new challenges in 2011 at the service of the poorest.

# La Fondation

# The Foundation

## Les Fondateurs / The Founders



Fondée en 1983 par Muhammad Yunus, la Grameen Bank (banque des villages) a développé au Bangladesh le modèle de référence de la microfinance et a reçu à ce titre avec le Pr Yunus le Prix Nobel de la Paix en 2006. Elle compte 8,3 millions d'emprunteurs, dont 97% sont des femmes.

Créé en 1989, Grameen Trust diffuse le modèle Grameen dans le monde : 150 projets soutenus dans 40 pays.

Outre Grameen Bank, Grameen a développé une famille complète de services et de social business pour donner aux pauvres accès à la technologie, l'énergie, l'éducation et aux soins médicaux.

Grameen a redonné leur dignité aux pauvres.

Founded in 1983 by Muhammad Yunus, Grameen Bank (« the bank of the villages ») established the standard for microfinance in Bangladesh. Along with its founder Prof. Yunus, it received the Nobel Peace Prize in 2006. It serves 8.3 million borrowers, of which 97% are women.

Created in 1989, Grameen Trust has replicated the Grameen Bank model around the world, with 150 projects supported in 40 countries.

In addition to Grameen Bank, Grameen has developed a comprehensive family of services and social businesses that provide access to technology, energy, education and health care to the poor.

Grameen has given these people back their dignity.

Le groupe Crédit Agricole est leader de la banque de détail en France avec 26 millions de clients.

Le Crédit Agricole est un groupe de banque et d'assurance présent dans 70 pays, fortement engagé dans la recherche d'un développement plus durable et solidaire.

Les caisses locales et régionales de Crédit Agricole, dont la structure coopérative a été créée à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, comptent plus de 6 millions de sociétaires en France. Le Crédit Agricole reste fidèle aux valeurs mutualistes de ses fondateurs :

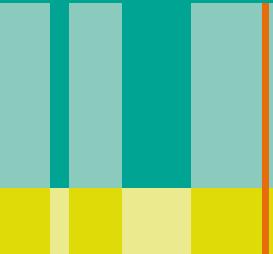
- solidarité
- proximité
- démocratie basée sur le principe coopératif « un homme, une voix »

Crédit Agricole Group is France's largest retail bank, with 26 million clients.

Crédit Agricole is a banking and insurance group present in 70 countries, with a strong commitment to the pursuit of more sustainable and solidarity-based development.

Crédit Agricole's local and regional banks, whose co-operative structure was created at the end of the 19<sup>th</sup> century, have more than 6 million members. Crédit Agricole upholds the co-operative values of its founders:

- solidarity
- local presence
- democracy based on «one man one vote» cooperative principle



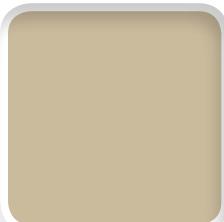
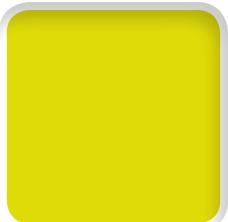
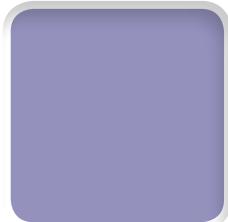
## La mission / *The mission*



La Fondation a pour mission de contribuer à la lutte contre la pauvreté dans le monde, par le développement et l'encouragement d'initiatives locales de microfinance et de projets de « social business » dans les pays en développement ou émergents.

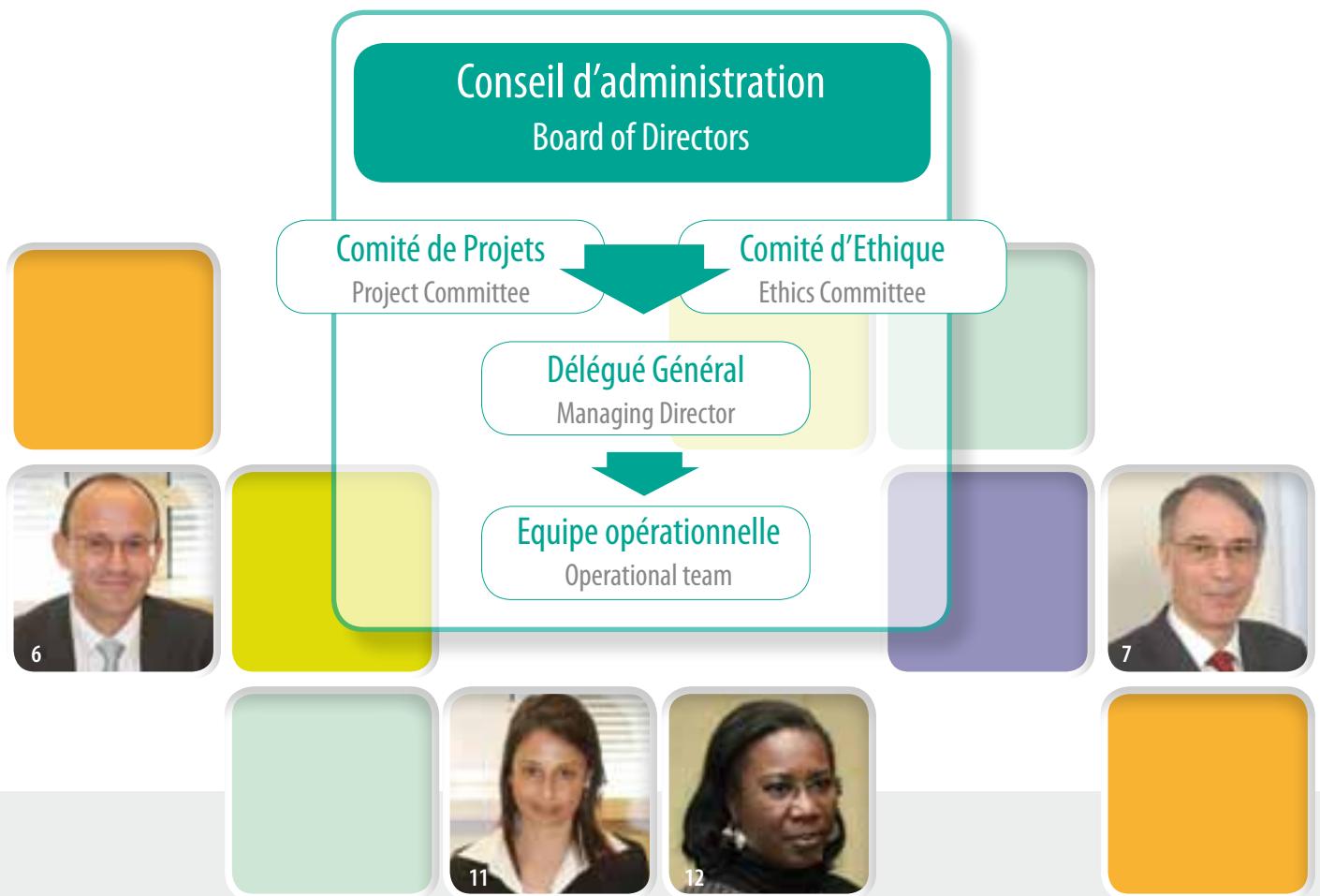
*The Foundation's mission is to contribute to the fight against poverty in the world by developing and encouraging local microfinance initiatives and social business projects in developing countries or emerging markets.*





## La Fondation est administrée par un Conseil composé de 12 membres The Foundation is administered by a Board composed of 12 members

1. **René Carron**, Président de la Fondation / *Chairman of the Foundation*
2. **S.A.R. La Grande-Duchesse de Luxembourg** / *H.R.H. The Grand-Duchess of Luxembourg*
3. **Pr Muhammad Yunus**, Prix Nobel de la Paix 2006, Fondateur de Grameen Bank /  
*2006 Nobel Peace Prize laureate, Founder of Grameen Bank*
4. **M. Shahjahan**, Directeur Général de Grameen Bank / *General Manager of Grameen Bank*
5. **Pr Huzzatul Islam Latifee**, Directeur Général de Grameen Trust et Vice-Président de la Fondation /  
*Managing Director of Grameen Trust and Vice-Chairman of the Foundation*
6. **Raphaël Appert**, Directeur Général de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre-Est /  
*Managing Director of Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre-Est*
7. **Luc Démaizure**, Président de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Nord-Est /  
*Chairman of Caisse Régionale de Crédit Agricole Nord-Est*
8. **Agnès de Clermont-Tonnerre**, Directeur du pôle Finances et Affaires Générales LCL /  
*Head of LCL's Finance and General Affairs*
9. **Yves Couturier**, Ancien Secrétaire Général de la Fédération Nationale du Crédit Agricole /  
*Former General Secretary of Fédération Nationale du Crédit Agricole*
10. **Daniel Lebègue**, Président de l'Institut Français des Administrateurs / *Chairman of the French Institute of Directors*
11. **Beatriz Armendariz**, Professeur d'économie à l'université Harvard / *Lecturer of Economics at Harvard University*
12. **Soukeyna Ndiaye Ba**, Directeur exécutif d'INAFL, ancienne Ministre de la Coopération décentralisée du Sénégal /  
*General Manager of INAFL, former Minister of cooperation in Senegal*



Le Conseil d'administration de la Fondation a constitué en son sein deux comités et nommé Jean-Luc Perron, Délégué Général.

### Comité de Projets

Le Comité de Projets a pour mission de statuer sur les propositions de financement d'institutions de microfinance et de social business. Il comprend Luc Démazure, Président, Pr Latifee, Yves Couturier et Jean-Luc Perron.

### Comité d'Ethique

Le Comité d'Ethique a pour mission d'élaborer une charte éthique de la Fondation et de veiller à son application ainsi qu'au respect des objectifs sociaux qu'elle s'est fixés. Il recommande également l'adhésion à toute charte éthique, code de conduite ou énoncé de principes proposés par des organismes publics ou des organisations de microfinance et en suit la mise en œuvre. Il comprend Daniel Lebègue, Président, Pr Latifee et Raphaël Appert.

### Délégué Général

Jean-Luc Perron a été nommé Délégué Général de la Fondation et les pouvoirs nécessaires à l'exercice de sa mission lui ont été délégués lors du 1er Conseil d'administration de la Fondation le 4 octobre 2008.

Le Délégué Général est chargé d'assurer la gestion journalière de la Fondation et participe au Conseil d'administration avec voix consultative.

The Foundation's Board of directors created two committees within its ranks and appointed Jean-Luc Perron as Managing Director.

### Project Committee

The role of the Project Committee is to decide on financing proposals for microfinance institutions and social businesses. It is composed of Luc Démazure, Chairman, Pr Latifee, Yves Couturier and Jean-Luc Perron.

### Ethics Committee

The role of the Ethics Committee is to draft an ethics charter for the Foundation and to ensure its compliance. It also ensures that the Foundation is in line with its social objectives and recommends the Foundation's backing for any ethics charter, code of conduct or statement of principles likely to be proposed either by public organisations or by microfinance organisations and to follow up on its implementation. It is composed of Daniel Lebègue, Chairman, Pr Latifee and Raphaël Appert.

### Managing Director

Jean-Luc Perron was appointed Managing Director of the Foundation and was delegated the powers that are necessary for him to carry out his task during the 1<sup>st</sup> Board of directors meeting held on October 4<sup>th</sup>, 2008. The Managing Director is in charge of the day-to-day management of the Foundation and takes part in the Board of Directors meetings in a consultative capacity.

# L'équipe de la Fondation / *The Foundation's team*

L'équipe de la Fondation, dirigée par le Délégué Général, est organisée en 3 pôles :

- Pôle Développement et Assistance Technique en charge de la communication, de la prospection, de l'identification des IMF et des négociations ainsi que de l'offre de conseil et formation;
- Pôle Investissement en charge de l'offre de financement, de l'analyse approfondie des IMF et de la présentation des dossiers aux instances décisionnelles;
- Pôle Administration en charge de la gestion financière, de l'administration des opérations et de la gestion de la Fondation.

The Foundation's team led by the Managing Director, is organised into 3 units:

- Development and Technical Assistance unit, responsible for communication, seeking out and identifying microfinance institutions and negotiations as well as the advisory, training and technical support services;
- Investment unit, responsible for financing products and services, detailed analysis of microfinance institutions and referral of potential investments to the decision-making bodies;
- Administration unit, responsible for financial management, operations administration and management of the Foundation.



Délégué Général  
*Managing Director*

## Equipe de la Fondation / *Foundation's team*

Pôle développement et Assistance Technique  
*Development and Technical Assistance unit*

Origination  
Communication  
Recherche & développement  
*Origination  
Communication  
Research & development*

Conseil  
Formation  
Echange meilleures pratiques  
*Advisory  
Training  
Exchange of best practices*

Pôle investissement  
*Investment unit*

Analyse financière et sociale  
Due diligence  
Dossier d'investissement  
Financial and social analysis  
Due diligence  
*Investment proposal*

Pôle administration  
*Administration unit*

Budget  
Contrôle de gestion Trésorerie  
Administration  
Budget  
Controlling Cash Management  
*Administration*

### CACEIS Bank Luxembourg

Fonction dépositaire  
Back office  
Depositary bank  
Back office

De gauche à droite / From left to right

**Baptiste Larnaudie,**  
Pôle Investissement / *Investment unit*

**Pascal Webanck,**  
Responsable Pôle Administration /  
*Head of Administration unit*

**Jean-Luc Perron,**  
Délégué Général / *Managing Director*

**Anne Bossard,**  
Pôle Administration / *Administration unit*

**Jürgen Hammer,**  
Responsable du Pôle Investissement /  
*Head of Investment unit*

**Dominique Weiss,**  
Pôle Investissement / *Investment unit*

**Julien Sciau,**  
Pôle Développement et Assistance Technique/  
*Development and Technical assistance unit*

**Pauline Angoso,**  
Pôle Développement et Assistance Technique/  
*Development and Technical assistance unit*

**Philippe Guichandut,**  
Responsable du Pôle Développement et Assistance Technique /  
*Head of Development and Technical assistance unit*

**Yann Masurel,**  
Pôle Développement et Assistance Technique/  
*Development and Technical assistance unit*

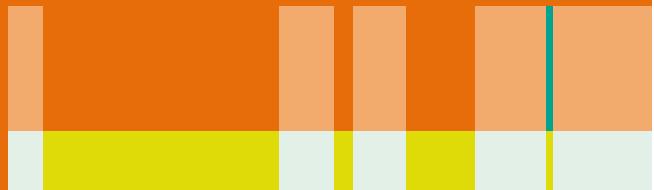




# Notre approche

## *Our approach*

### Notre positionnement - Microfinance / Our positioning - Microfinance



#### Mission sociale

La Fondation concentre ses concours financiers et techniques sur les Institutions de Microfinance (IMF) qui :

- se donnent comme mission essentielle de lutter contre la pauvreté et pour l'inclusion financière des plus pauvres, et principalement les femmes, au travers d'une offre de micro-services financiers adaptés et accessibles;
- se conforment à un certain nombre de principes éthiques, auxquels la Fondation adhère, notamment en ce qui concerne l'information et la protection des emprunteurs, le niveau des taux d'intérêt pratiqués, les méthodes de recouvrement des prêts et la prévention de la corruption;
- contribuent à la protection et l'amélioration de l'environnement, notamment, s'agissant de l'agriculture, par une gestion économe de l'eau et de l'énergie.

#### Taille/Maturité des IMF

La Fondation s'adresse prioritairement aux IMF appartenant aux tiers 2 et 3 de la segmentation des IMF, c'est-à-dire des IMF de taille intermédiaire, ayant atteint ou en voie d'atteindre un niveau d'autosuffisance financière et d'équilibre d'exploitation, mais qui n'ont pas un accès aisément à des sources de financement domestiques ou internationales.

#### Orientation agricole et rurale

La Fondation s'adresse en priorité aux IMF à vocation agricole et rurale. Par rurale, on entend une IMF dont plus de 50% des points de distribution sont situés en zone rurale. Par agricole, on entend les IMF dont plus de 50% des emprunteurs vivent de l'agriculture.

#### Social mission

The Foundation concentrates its financial and technical support on Microfinance Institutions (MFIs) that have :

- a core mission of combating poverty and promoting the financial inclusion of the poorest, and mostly women, through a range of suitable and accessible financial micro-services;
- comply with a number of ethical principles, to which the Foundation adheres, notably concerning information for and protection of borrowers, level of interest rates offered, loan collection methods and the prevention of corruption;
- contribute to the protection and improvement of the environment, notably in relation to agriculture, through effective management of water and energy and sensible input management.

#### Size/Maturity of MFIs

The Foundation serves in priority the MFIs belonging to tiers 2 and 3 of the MFI classification. This refers mainly to medium-sized MFIs that have achieved or are on the verge of achieving a level of financial self-sufficiency and operational equilibrium, but do not have easy access to domestic or international financing sources.

#### Agriculture and rural focus

The Foundation caters in priority to agricultural and rural MFIs. Rural refers to a MFI, which has over 50% of its distribution points in a rural area. Agricultural refers to a MFI, of which over 50% of the borrowers rely on farming for their livelihood.

## Priorités géographiques

La Fondation intervient en priorité dans les zones où le développement de la microfinance est pratiquement l'unique voie d'accès des pauvres aux services financiers de base, et dans les pays où son intervention aura la plus grande valeur ajoutée.

La Fondation retient comme zones prioritaires pour ses interventions :

- L'Afrique sub-saharienne;
- L'Afrique du Nord et le Moyen-Orient;
- L'Asie du Sud et du Sud-Est.

## Geographic priorities

The Foundation will be active as a matter of priority in areas where the development of microfinance is practically the sole channel of access for the poor to basic financial services and in countries in which the Foundation will have the greatest value-added.

The Foundation retains the following priority areas for its operations:

- Sub-Saharan Africa;
- Middle East and North Africa;
- South and South-East Asia.

## Notre positionnement - Social business / Our Positionning - Social Business

La Fondation encourage et facilite des projets de « social business », c'est-à-dire d'entreprises qui ont pour objectif de donner aux plus pauvres accès à des biens et services essentiels, tels que nutrition, eau potable, énergie, santé, éducation, communication, et dont les actionnaires se donnent pour but la maximisation de l'impact économique et social du projet sur les communautés locales, dans le respect de l'environnement, sur le modèle du partenariat développé entre Danone et Grameen à Bogra – Bangladesh.

La Fondation intervient dans ce type de projet essentiellement comme facilitateur, en prenant éventuellement une participation minoritaire au capital de l'entreprise, dès lors que le « social business » a de fortes synergies avec des réseaux locaux de microfinance.

In addition, the Foundation encourages and facilitates «social business» projects, i.e. businesses whose objective is to provide to the poorest access to essential goods and services, such as food, drinking water, energy, health, education, communication and whose shareholders seek to maximise the economic and social impact of the project on the local communities, while protecting the environment, on the partnership model developed between Danone and Grameen in Bogra – Bangladesh.

The Foundation is involved in this type of project predominantly as a facilitator, while possibly establishing a minority shareholding in the project, provided that the social business harbours strong synergies with the local microfinance networks.

*« Un social business est conçu et fonctionne comme une entreprise classique : il a des produits, des services, des clients, des marchés, des charges et des recettes. Mais le principe de maximisation du profit est remplacé par celui de bénéfice social. Plutôt que de chercher à amasser le profit financier le plus élevé possible afin de satisfaire ses investisseurs, le social business cherche à atteindre un objectif social. »*

Professeur Muhammad Yunus, Prix Nobel de la Paix, (2007) Vers un nouveau capitalisme.

*« A social business is designed and operated as a business enterprise, with products, services, customers, markets, expenses, and revenues – but with the profit-maximization principle replaced by the social-benefit principle. Rather than seeking to amass the highest possible level of financial profit to be enjoyed by the investors, the social business seeks to achieve a social objective. »*

Professor Muhammad Yunus, Nobel Peace Prize laureate, (2007), Creating a world without poverty: Social business and the future of capitalism

La Fondation offre une gamme complète de services d'accompagnement financier et technique en faveur des IMFs afin d'être en mesure de répondre à l'ensemble des besoins de ses partenaires à chaque étape de leur croissance. La Fondation souhaite soutenir ses partenaires afin qu'ils puissent répondre au mieux aux attentes de leurs clients et construire ainsi un partenariat durable.

The Foundation offers a full range of services for the financial and technical support of MFIs in order to answer its partners' needs throughout their growth process. The Foundation intends to support its partners in addressing clients expectations in order to build long-term partnership.

## Construire un partenariat durable *Building a long term partnership*

### Assistance technique /*Technical assistance*

Renforcement des capacités de nos partenaires grâce à une assistance technique adaptée dans des domaines tels que : la gouvernance, la gestion des risques, le contrôle de gestion, le développement de nouveaux produits, la mesure de la performance sociale...  
*Capacity building of our partners through a suitable technical assistance in areas such as governance, risk management, controlling, new products development, social performance measurement, ...*

#### Prêts senior

#### *Senior Loans*

Des prêts à moyen et long terme (jusqu'à 7 ans) en EUR, USD et devises locales, adaptés aux besoins de nos partenaires et leur évitant le risque de change.

*Medium and long term loans (up to 7 years) in EUR, USD and local currencies, adapted to our partners' needs and avoiding the foreign exchange risk.*

#### Garanties

#### *Guarantees*

Garanties partielles à moyen et long terme permettant à nos partenaires de se financer sans risque de change auprès des banques locales.

*Medium and long term partial guarantees enabling our partners to obtain financing without having to assume foreign exchange risks with local banks*

#### Fonds propres

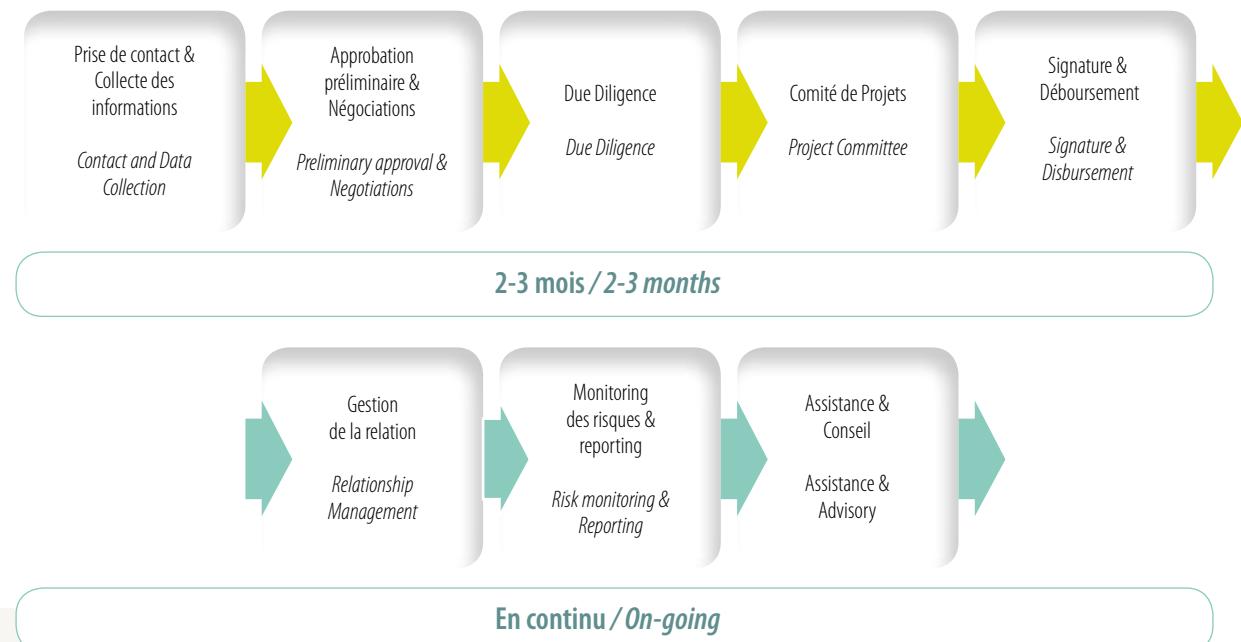
#### *Equity*

Des prises de participation minoritaires au capital de nos partenaires permettant de renforcer leurs fonds propres et consolider notre partenariat.

*Equity financing (minority stakes) of our partners helping to strengthen their balance sheet and consolidate our relationship*

## Processus d'instruction et de décision

*Investment and decision-making process*



### Une double analyse financière et sociale

La Fondation a mis en place un dispositif de sélection et de suivi de ses opérations suivant une double procédure d'analyse financière et sociale. Elle s'assure de la rigueur de gestion des IMFs et de leur discipline de remboursement des microcrédits par un outil d'analyse financière, inspiré des meilleures pratiques du marché. Conformément à sa mission sociale, elle évalue également le positionnement et la performance sociale des IMFs à l'aide d'un outil d'analyse élaboré en partenariat avec CERISE.

### A dual financial and social assessment

The Foundation has established a transaction selection and monitoring system based on a dual financial and social procedure. It assesses the MFIs management practices and microcredit repayment discipline thanks to a financial assessment tool, inspired by market best practices. In accordance with its social mission, it also assesses MFIs positioning and social performance thanks to a social assessment tool built in partnership with CERISE.



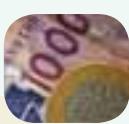
## Protéger nos partenaires du risque de change

La Fondation s'est fixé pour objectif de ne pas exposer les institutions qu'elle finance à un risque de change. En effet la plupart de ces institutions n'ont pas la capacité de gérer un tel risque. La Fondation se différencie sur ce point de la grande majorité des bailleurs de fonds publics et privés : 69% des concours octroyés par les véhicules d'investissement de microfinance sont libellés en devises « fortes » telles que l'euro ou le dollar américain (étude CGAP MIV, 2010).

Atteindre un tel objectif constitue un véritable défi pour la Fondation, alors que sa dotation est exprimée en euros et que les institutions de microfinance prêtent dans des monnaies considérées comme exotiques par les marchés. La Fondation ne peut supporter ce risque sur son propre bilan que dans des proportions limitées. Or les grandes banques ne proposent pas de couvertures pour les prêts aux IMF dans la plupart des devises considérées.

Dans le but de répondre à la problématique du risque de change en microfinance la Fondation a souhaité élargir son champ d'action dans trois directions : la recherche d'une contrepartie pouvant traiter les devises les plus exotiques, la consolidation de son modèle de garantie, et l'adaptation de sa politique interne par rapport aux questions de risque de change. L'année 2010 a marqué une étape importante dans ces trois directions.

Tout d'abord le Conseil d'administration a approuvé une prise de participation de 1,87 million d'euros dans The Currency Exchange Fund, TCX. Ce fonds hollandais a été conçu par ses promoteurs, notamment le FMO, pour offrir des couvertures de change dans les devises les plus exotiques pour des financements à moyen terme.



### Protect our partners from foreign exchange risk

The Foundation has set itself the objective of not exposing the institutions which it funds to foreign exchange risk. Most of these institutions do not have the ability to manage such risk. The Foundation is different in this respect from the vast majority of public and private investors: 69% of loans provided by microfinance institution investment vehicles are denominated in hard currencies such as the euro or the US dollar (CGAP MIV study, 2010).

Achieving such an objective is a real challenge for the Foundation, when its financial resources are expressed in euros and microfinance institutions lend in currencies considered exotic by the markets. The Foundation can only carry this risk on its own balance sheet to a limited extent, while the big banks do not offer hedging for loans to MFIs in most of the currencies in question.

The Foundation sought to expand its field of action with the aim of meeting the challenge of foreign exchange risk in microfinance in three directions: looking for a counterparty able to handle more exotic currencies, consolidating the guarantee model, and adapting internal strategy with respect to foreign exchange risk issues.

2010 marked an important stage in these three directions. First, the Board of directors approved the purchase of a €1.87 million stake in The Currency Exchange Fund, TCX. This Dutch fund was designed by its promoters, particularly FMO, to offer foreign exchange hedging for medium-term financings in the most exotic currencies.

Son investissement dans le fonds permet à la Fondation d'avoir accès à ces couvertures et d'en faire bénéficier ses partenaires. L'investissement de la Fondation a été réalisé en août 2010 en coopération avec Oikocredit. Au cours du dernier trimestre 2010, la Fondation a ainsi été en mesure de réaliser des financements en riel khmers, bahts thaïlandais, et roupies indonésiennes et d'approuver des opérations en manats azerbaïdjanais et shillings kenyans.

Par ailleurs la Fondation a entamé des discussions avec CA-CIB afin de pouvoir proposer un instrument de garantie reconnu par les banques locales. Ces discussions ont abouti à la mise en place d'un accord cadre portant sur l'émission de lettres de crédit stand-by. Grâce à la qualité de son rating (AA-, S&P), CA-CIB a la capacité d'émettre des garanties sur ordre de la Fondation en faveur de banques locales, améliorant l'accès de nos partenaires à des financements locaux.

Enfin la Fondation a amendé sa politique d'investissement pour répondre à cette problématique du risque de change. Compte tenu de l'engagement prioritaire de la Fondation en faveur de l'Afrique sub-saharienne, et notamment de l'Afrique de l'Ouest et Centrale, le Conseil d'administration a décidé d'augmenter la capacité de la Fondation à octroyer des financements en Francs CFA sans couverture jusqu'à 4 millions d'euros (ou 8 % de sa dotation initiale).

La combinaison de l'ensemble de ces instruments permet à la Fondation de relever le défi qu'elle s'était fixé et d'agir en investisseur responsable, en octroyant ou garantissant des financements en monnaie locale.



The Foundation's investment gives it access to hedging instruments for the benefit of its partners. The Foundation's investment was made in August 2010 in cooperation with Oikocredit. In the final quarter of 2010, therefore, the Foundation was in a position to provide financings in Cambodian riel, Thai baht and Indonesian rupees, and approve transactions in Azerbaijani manats and Kenyan shillings.

The Foundation also entered discussions with CA-CIB about offering a guarantee instrument recognised by local banks. These discussions led to the establishment of a framework agreement covering the issue of standby letters of credit. CA-CIB's rating (S&P: AA-) means that it has the ability to issue guarantees to local banks at the Foundation's request, improving our partners' access to local finance.

Finally, the Foundation has altered its investment policy to meet this problem of foreign exchange risk. Given the Foundation's priority commitment to sub-Saharan Africa, and particularly West and Central Africa, the Board of directors has decided to increase the Foundation's ability to provide funding in CFA francs without hedging, up to €4 million (or 8% of its initial endowment).

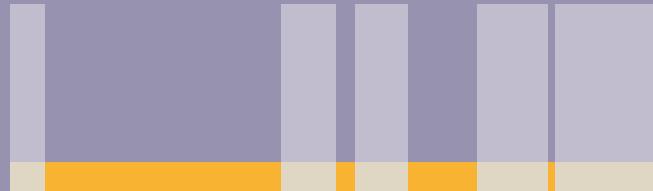
The combination of all these instruments helps the Foundation to meet the challenge it has set itself and act as a responsible investor by offering or guaranteeing finance in local currency.



# Nos résultats

## *Our results*

### Nos activités en 2010 / *Our activities in 2010*



En 2010, 13 nouveaux projets d'investissement ont été approuvés par le Comité de Projets de la Fondation :

- 11 projets de refinancement d'institutions de microfinance dans 8 pays, dont 4 nouveaux, Philippines, Indonésie, Timor Oriental et Azerbaïdjan. Sur ces 11 opérations, 10 ont pris la forme de prêts et 1 celle de garantie;
- Un projet d'investissement en capital et obligations dans l'entreprise Grameen Danone Foods Ltd au Bangladesh, le « Social Business » de référence développé par Danone en partenariat avec Grameen;
- Un investissement en capital dans le Fonds néerlandais TCX qui ouvre la possibilité à la Fondation de traiter des opérations de couverture du risque de change sur des devises exotiques.

In 2010, 13 new investment projects were approved by the Foundation's Project Committee:

- 11 projects for refinancing microfinance institutions in 8 countries, of which 4 are new: the Philippines, Indonesia, East Timor and Azerbaijan. Of these 11 transactions, 10 were in the form of loans and 1 of a guarantee;
- 1 investment project in equity and bonds of Grameen Danone Foods Ltd in Bangladesh, the leading social business developed by Danone in partnership with Grameen;
- 1 equity investment in the Dutch fund TCX, which provides the Foundation the ability to handle foreign exchange risk hedging transactions involving exotic currencies.

Projets approuvés par le Comité de Projets en 2010/ <i>Projects approved by the Project Committee in 2010</i>		Projets signés en 2010/ <i>Projects signed in 2010</i>	
	Nb/Nb		Nb/Nb
		Montant (EUR)/Amount (EUR)	
Microfinance/Microfinance	11	6 394 070	9
Social Business/Social Business	1	506 000	2
Autre (TCX)/Other (TCX)	1	1 869 751	1
Total/Total	13	8 769 821	12
			8 145 005



## Assistance technique

La Fondation a démarré en 2010 son activité d'assistance technique dans le cadre d'un partenariat avec la Coopération monégasque et le Crédit Foncier de Monaco (CFM, filiale du Crédit Agricole). Un accord cadre de coopération a été signé le 10 mars 2010 à Monaco. Aux termes de cet accord, le CFM met des experts à disposition de la Fondation pour des missions d'assistance technique auprès de partenaires IMF et Social Business de la Fondation. Celle-ci cofinance avec la Direction de la Coopération Internationale (DCI) de Monaco les autres frais de ces missions d'assistance technique.

Au 31 décembre 2010, trois missions d'assistance technique ont été effectuées ou sont en cours d'exécution dans le cadre de ce partenariat :

- Réalisation d'un plan d'affaires pour les 3 prochaines années, au bénéfice de l'IMF MISELINI au Mali;
- Diversification de l'offre de CAURIE au Sénégal, pour lui permettre de mieux financer l'agriculture;
- Etude d'un plan de développement de la filière élevage de la région de Richard Toll au Sénégal, au bénéfice de La Laiterie du Berger.

La Fondation cofinance ces missions d'assistance technique au travers d'un fonds de partenariat, doté par une mise en réserve de ses résultats.

## Technical assistance

In 2010, the Foundation started its technical assistance activity in partnership with the Monaco Office of International Cooperation and Crédit Foncier de Monaco (CFM which is a subsidiary of Crédit Agricole S.A.). A cooperation agreement was signed on March 10, 2010 in Monaco. Under this agreement, CFM can second experts to the Foundation for technical assistance missions to the Foundation's MFIs and Social Business partners. The Foundation and the Monaco Office of International Cooperation co-finance the costs of these missions. As of December 31, 2010, three projects had been implemented or were being implemented under this partnership:

- drafting of a 3-year business plan for the MISELINI MFI in Mali;
- diversification of the products offered by CAURIE in Senegal, in order to provide better funding for agriculture;
- study of a breeding development plan for La Laiterie du Berger in the Richard Toll region of Senegal.

The Foundation is co-financing these technical assistance projects through a partnership fund built up out of reserves from its profits.



## Intervention en Haïti en partenariat avec CASD

La Fondation a mené une mission en Haïti en avril 2010 afin d'identifier des projets d'aide à la reconstruction économique susceptibles de bénéficier du don de 1 million d'euros décidé par le groupe Crédit Agricole, à travers l'association Crédit Agricole Solidarité Développement (CASD), au lendemain du séisme. Quatre projets ont ainsi été présentés à CASD et financés.

## Articles et publications

- «Collecting and Using Information on Social Performance from the MFIs: the Experience of Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation», Dominique Weiss, Anne Bossard, Jürgen Hammer, e-MFP European Dialogue n°3, 2010.
- Partenariat avec Bayard Presse : une série d'articles et un dossier sur la microfinance dans les magazines pour la jeunesse édités par Bayard ont été réalisés suite à un reportage sur le terrain effectué auprès d'IMF partenaires de la Fondation au Mali.
- «Promoting & Developing Social Business: A French Perspective», Jean-Luc Perron, The Journal of Social Business, vol 1, n°1, janvier 2011.

## Partnership with CASD in Haiti

The Foundation visited Haiti in April 2010 to identify projects to help economic reconstruction that could benefit from a EUR 1 million grant awarded by Crédit Agricole Group after the earthquake through the NGO Crédit Agricole Solidarité Développement (CASD). Four projects have been identified and funded.

## Articles and publications

- «Collecting and Using Information on Social Performance from the MFIs: the Experience of Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation», Dominique Weiss, Anne Bossard, Jürgen Hammer, e-MFP European Dialogue n°3, 2010.
- Partnership with Bayard Presse: a set of articles and a report on microfinance in magazines for young readers edited by Bayard Group which have been prepared following a field visit to the Foundation's partner MFIs in Mali.
- «Promoting & Developing Social Business: A French Perspective», Jean-Luc Perron, The Journal of Social Business, vol 1, n°1, January 2011.

## Accords de coopération

La Fondation est associée depuis l'origine aux initiatives de **Convergences 2015** et participe activement à ses groupes de travail. Convergences 2015 mobilise les acteurs français de la microfinance et de l'entrepreneuriat social en vue des Objectifs du Millénaire des Nations Unies. La principale initiative de Convergences 2015 est le Forum annuel, qui a rassemblé 1 200 participants dans les salons de l'Hôtel de ville de Paris en mai 2010.

## Cooperation agreements

The Foundation has worked together with **Convergences 2015** since its inception, and participates actively in its working groups. The main initiative of Convergences 2015 is the annual Forum, which brought together 1,200 participants in the Hôtel de Ville de Paris (Paris City Hall) in May 2010.

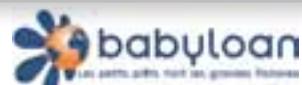


**Babyloan** est le premier site Internet européen de microcrédit solidaire : il permet à des internautes des pays du Nord de financer les projets de micro-entrepreneurs des pays en développement au travers de petits prêts à taux zéro. La Fondation intervient au capital de Babyloan à hauteur de 5 % et participe au développement de la plateforme :

- en apportant son expertise;
- en contribuant à l'élargissement du cercle d'IMF partenaires;
- en diffusant Babyloan au sein du réseau des Caisses Régionales de Crédit Agricole.

**Babyloan** was the first solidarity microcredit internet website in France. It enables internet users from northern countries to finance micro-entrepreneurs' projects in developing countries via small interest-free loans. The Foundation holds 5% of Babyloan's capital and participates in the platform's development:

- by providing its expertise;
- by helping to expand the circle of partner MFIs;
- by informing Crédit Agricole's Caisse Régionale network about Babyloan.



## Une opération exemplaire au profit des 400 000 femmes clientes de l'IMF KWFT au Kenya

La Fondation a signé le 6 décembre 2010 conjointement avec Proparco, filiale de l'Agence Française de Développement (AFD), une convention de prêt d'un montant total de l'équivalent en devise locale de 7 millions d'euros (EUR 2 mln pour la Fondation et EUR 5 mln pour Proparco) pour une durée de 7 ans au profit de KWFT DTM au Kenya, déjà partenaire de la Fondation.

Ce prêt à long terme présente l'avantage particulier pour KWFT d'être exprimé en Shilling Kenyan. Cette possibilité a été offerte grâce à l'accès de Proparco et de la Fondation au fonds de couverture de risque de change néerlandais TCX.

Par ailleurs, la Fondation bénéficie d'une garantie de l'AFD (garantie ARIZ) à hauteur de 50% de son engagement en devise locale.

## A reference deal for 400,000 women from KWFT in Kenya

On December 6, 2010, the Foundation co-signed a 7-year loan agreement worth € 7 million with Proparco, a French Development Agency (AFD) subsidiary, € 2 million from the Foundation and € 5 million from Proparco). The loan is to KWFT DTM which is already a partner of the Foundation in Kenya.

This long term loan is in Kenyan Shilling which is a valuable advantage for KWFT. This has been made possible by both the Foundation and Proparco having access to a hedge provided by TCX, a dedicated FX hedging Dutch Investment fund.

In addition, the Foundation's loan is guaranteed by AFD (ARIZ guarantee) up to 50% of its commitment in local currency.



L'analyse ci-dessous porte sur le portefeuille d'opérations hors l'investissement de 1,87 million d'euros dans TCX.

Au 31 décembre 2010, le total des financements approuvés par le Comité de Projets depuis la création de la Fondation porte sur 26 projets dans 16 pays, pour un montant cumulé de 21,6 millions d'euros.

Les engagements signés portent sur 19 opérations dans 12 pays, pour un montant cumulé de 15,7 millions d'euros équivalent.

La différence entre les opérations approuvées et les opérations effectivement engagées s'explique notamment par le fait que sur les 13 opérations approuvées en 2010, 10 l'ont été au cours du second semestre et leur mise en place s'est avérée plus longue que prévu.

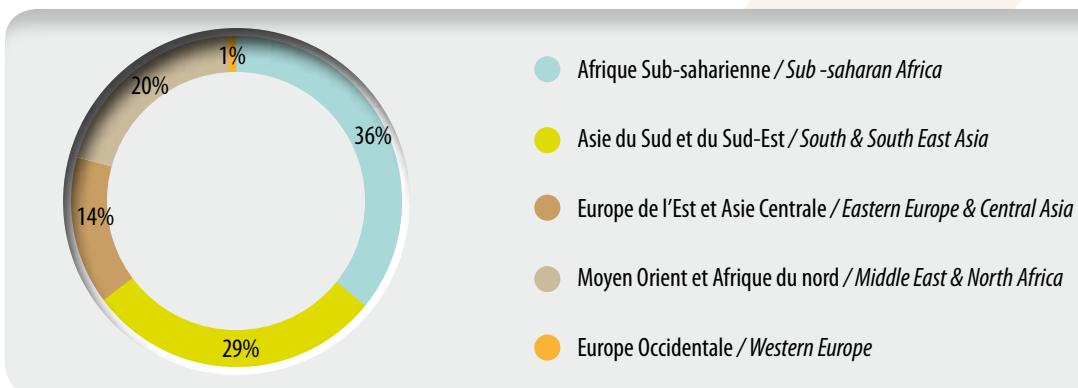
The analysis hereafter covers the transaction portfolio excluding the € 1.87 million investment in TCX.

As of December 31<sup>st</sup> 2010, the total amount of financing approved by the Project Committee since the Foundation's creation involves 26 projects in 16 countries, for a cumulative amount of € 21.6 million. Executed commitments involve 19 transactions in 12 countries, for a cumulative, equivalent amount of € 15.7 million.

The difference between approved transactions and transactions effectively undertaken may be notably explained by the fact that, out of the 13 transactions approved in 2010, 10 were approved during the last six months of 2010 and their implementation took longer than expected.

## Priorité à l'Afrique Sub-saharienne et à l'Asie du Sud-Est Répartition des Autorisations par région au 31 décembre 2010

Priority given to Sub-Saharan Africa and to South-East Asia - Breakdown of Authorisations by region as of December 31<sup>st</sup>, 2010



La Fondation concentre toujours son activité en Afrique sub-saharienne, une zone peu desservie par l'ensemble des véhicules d'investissement spécialisés en microfinance.

La part de la zone Asie du Sud et du Sud Est est en augmentation par rapport au portefeuille en fin d'année 2009, elle est passée de 20% à 30%.

La part de la zone Moyen Orient et Afrique du Nord s'établit à 20%.

La répartition géographique en termes d'engagements effectivement signés au 31 décembre 2010 est de 51% en Afrique sub-saharienne, 23% en Asie du Sud et du Sud-Est 17% en Europe de l'Est et Asie Centrale et 8% en Moyen Orient et Afrique du Nord.

Le montant moyen des opérations approuvées de la Fondation est de 830 000 euros, soit environ 200 000 euros de moins qu'en 2008-2009.

The Foundation's activity is still concentrated in Sub-Saharan Africa, an area which receives little support from investment vehicles specialized in microfinance.

The share of the South and South-East Asia zone increased as compared with the portfolio at the end of 2009. It rose from 20% to 30%. The share of the Middle East and North Africa zone was at 20%.

The geographic breakdown in terms of commitments effectively executed as of 31 December 2010 was 51% in Sub-Saharan Africa, 23% in South and South-East Asia, 17% in Eastern Europe and Central Asia and 8% in the Middle East and North Africa.

The average amount of the Foundation's approved transactions was € 830,000, or around € 200,000 less than in 2008-2009.

## Montant moyen des opérations de la Fondation par région Average amount of the Foundation's projects by region

Montant moyen des opération approuvées / Average amount per project  
(en EUR) (in EUR)

Afrique Sub-saharienne / Sub-Saharan Africa	786 460
Asie du Sud et du Sud-Est / South & South-East Asia	581 923
Europe de l'Est et Asie Centrale / Eastern Europe & Central Asia	981 667
Moyen Orient et Afrique du Nord / Middle East and North Africa	2 120 490
Europe Occidentale / Western Europe	105 910
<b>Total</b>	<b>829 140</b>

## Une gamme de produits adaptés aux besoins de nos partenaires Répartition des Autorisations par instrument au 31 décembre 2010

A range of products adapted to our partners' needs - Breakdown of Authorisations by instrument as of December 31<sup>st</sup>, 2010



Les prises de participations et obligations sont relatives à des opérations de social business approuvées par la Fondation.

Au 31 décembre 2010, les prêts senior représentent 89% des engagements signés, les prises de participations 3% et les garanties 8%. 2010 a été l'année de la concrétisation des premières prises de participation dans des Social Business et de la mise en place des premières garanties.

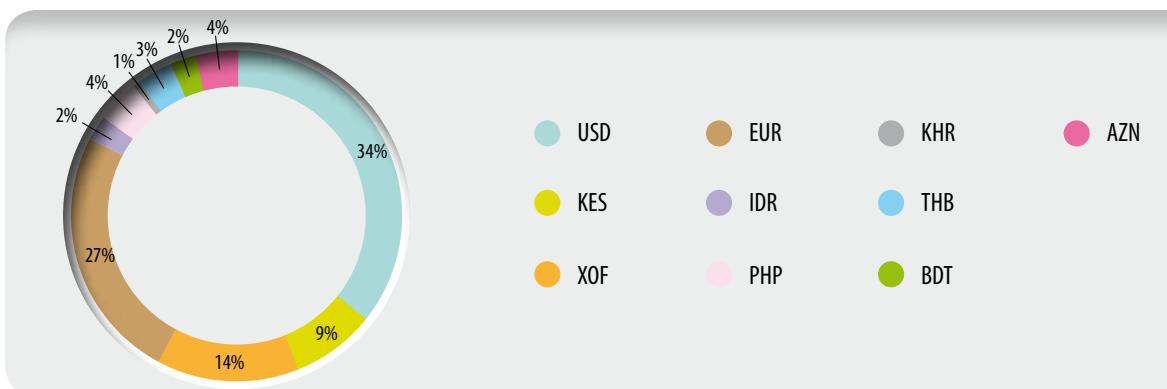
Equity participations and bonds related to social business transactions approved by the Foundation.

As of December 31<sup>st</sup> 2010, senior loans represented 89% of executed commitments, equity participations 3% and guarantees 8%. 2010 was the year in which the first equity participations in social businesses were taken and the first guarantees implemented.

## Des financements offerts dans 10 devises différentes

### Répartition des Autorisations par devise au 31 décembre 2010

Financings granted in 10 different currencies - Breakdown of Authorisations by currency as of December 31<sup>st</sup>, 2010



Conformément à l'orientation approuvée par le Conseil d'administration, l'équipe de la Fondation s'est efforcée de rechercher des solutions pour minimiser ou supprimer le risque de change pour les IMF partenaires en proposant :

- des prêts en devise locale couverts par des swaps de taux et de change délivrés par CA-CIB ou par TCX pour les devises plus exotiques ;
- des prêts en devise locale sans couverture, quand celle-ci n'est pas disponible ou pas compétitive, dans la limite d'une enveloppe de position de change ouverte pour la Fondation, validée par le Conseil d'administration ;
- des structures back to back dans lesquelles la Fondation octroie un prêt en devise forte qui est déposé par l'IMF dans une banque locale, en sûreté d'un prêt en devise locale d'un montant équivalent ou supérieur ;
- des garanties émises en devises fortes mais qui permettent aux IMF de bénéficier de prêts en devise locale octroyés par des banques locales.

L'investissement dans TCX a permis à la Fondation d'élargir significativement son offre puisque le portefeuille d'opérations approuvées compte 10 devises différentes à fin 2010 alors qu'il en comportait 3 à fin 2009.

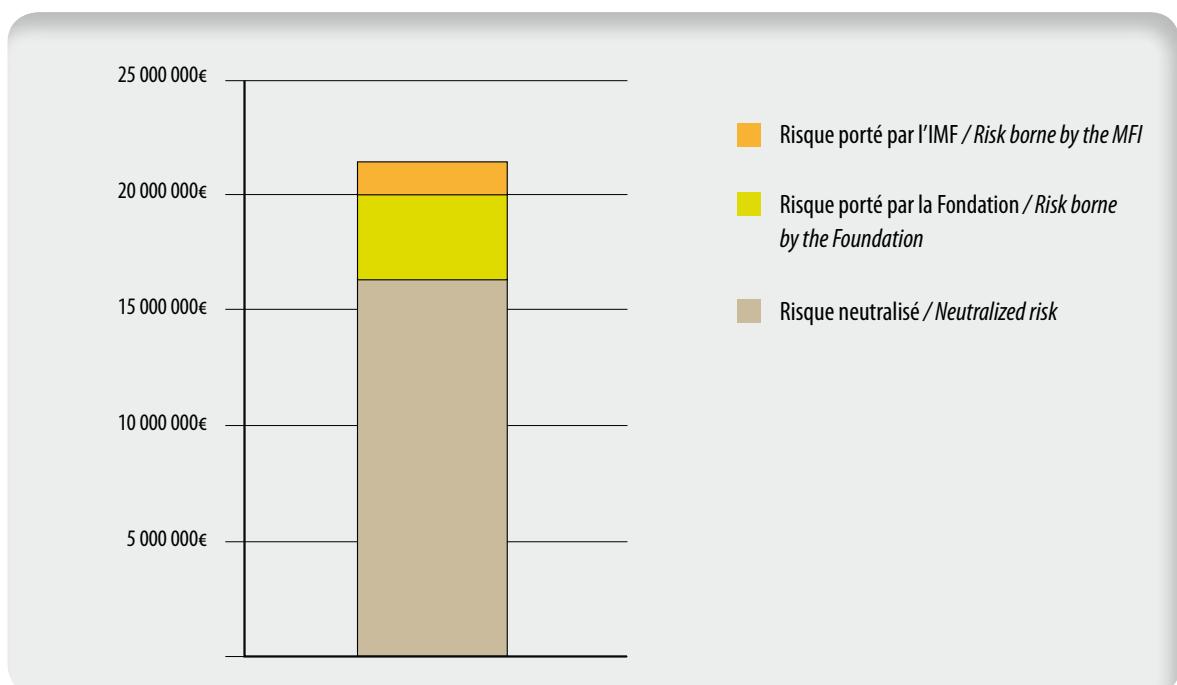
Pursuant to the strategy approved by the Board of directors, the Foundation's staff attempted to seek solutions to minimize or eliminate foreign exchange risks for the MFI partners, offering:

- loans in local currencies hedged by foreign exchange rate swaps issued by CA-CIB or by TCX for the most exotic currencies;
- loans in local currencies without hedging, when hedging is not available or not competitive, within the limit of a budget for open foreign exchange positions for the Foundation, approved by the Board of directors;
- back-to-back structures in which the Foundation grants a loan in a hard currency that is then deposited by the MFI in a local bank, as collateral for a loan in a local currency in an equivalent or greater amount;
- guarantees issued in hard currencies, but which allow the MFIs to receive loans in local currencies granted by local banks.

The investment in TCX allowed the Foundation to significantly broaden its offer as the portfolio of approved operations includes 10 different currencies at the end of 2010 whereas it was composed of 3 at the end of 2009.

## Une exposition au risque de change maîtrisée Gestion du risque de change

A foreign exchange risk exposure under control - Foreign exchange risk management



Le risque de change est neutralisé lorsqu'il n'est porté ni par l'IMF, ni par la Fondation (prêts en devise couverts par des swaps ou bien structurés en back to back).

Le risque de change est porté par la Fondation lorsqu'elle propose un prêt en devise locale non couvert par un swap. Ce risque se concentre sur le Franc CFA, lié à l'euro.

Le risque de change est porté par l'IMF lorsque la Fondation lui propose un prêt en devise forte (un cas unique en portefeuille : prêt en USD à une IMF cambodgienne mais dont les clients ont une partie significative de leurs revenus en USD).

The foreign exchange risk is neutralized when it is not carried either by the MFI or by the Foundation (loans in currencies hedged with swaps or structured back-to-back).

The foreign exchange risk is carried by the Foundation when it offers a loan in a local currency not hedged by a swap. This risk is concentrated on the CFA franc, which is pegged to the euro.

The foreign exchange risk is carried by the MFI when the Foundation offers it a loan in a hard currency (only one case in the portfolio: a loan in USD to a Cambodian MFI but whose clients have a fair portion of their revenue in USD).

# Profil des Institutions de Microfinance partenaires

*Profile of partner microfinance institutions*

## Priorité aux femmes africaines actives en zones rurales

Priority given to African women active in rural areas

Données au 30/09/10 ou à la date d'approbation Data as of 30/09/10 or as of date of approval	Global <i>Global</i>	Afrique Sub-saharienne <i>Sub-Saharan Africa</i>	Asie du Sud et du Sud-Est <i>South and South East Asia</i>	Europe de l'Est et Asie Centrale <i>Eastern and Central Europe</i>	Moyen Orient et Afrique du Nord <i>Middle East and North Africa</i>
Nombre d'IMF partenaires <i>Number of partner MFIs</i>	21	7	9	3	2
Encours de crédit total (€ mln) <i>Total loans outstanding (mln €)</i>	236,66	124,98	61,75	19,51	30,43
Nombre d'emprunteurs actifs <i>Number of active borrowers</i>	1 111 849	563 775	317 226	24 526	206 322
Femmes <i>Women</i>	91 %	98 %	92 %	41 %	77 %
Rural <i>Rural</i>	68 %	70 %	80 %	62 %	45 %
Prêt moyen (€) <i>Average loan (€)</i>	208	222	177	795	148

## Emprunteurs actifs des IMF partenaires - Répartition géographique

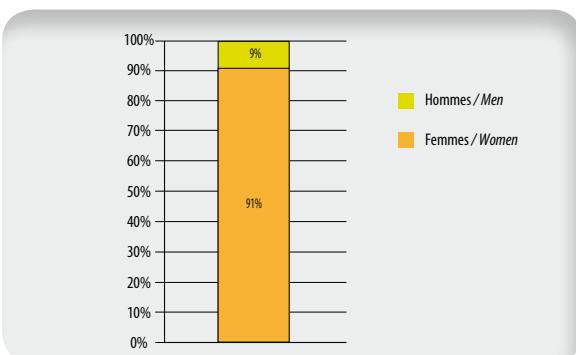
Active borrowers of partner MFIs - Geographic breakdown



## Emprunteurs actifs des IMF partenaires

### Répartition par genre

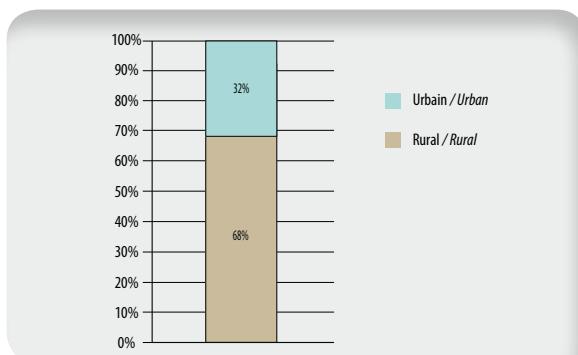
Active borrowers of partner MFIs - Breakdown by gender



## Emprunteurs actifs des IMF partenaires

### Répartition par zone d'intervention

Active borrowers of partner MFIs - Breakdown by area of intervention





# Des partenariats dans 16 pays

*Partnerships  
in 16 countries*

## SUB-SAHARAN AFRICA

Ethiopia	Poverty Eradication & Community Empowerment*
Kenya	Kenya Women Finance Trust DTM
Mali	Miselini Soro Yiriwaso
Senegal	La Laiterie du Berger CAURIE Microfinance Mutuelle d'Epargne et de Crédit FEPRODES
Tanzania	Sero Lease and Finance Ltd

## MIDDLE-EAST AND NORTH AFRICA

Egypt	LEAD Foundation
Syria	First Microfinance Institution*

## SOUTH AND SOUTH-EAST ASIA

Bangladesh	Grameen Danone Foods Ltd*
Cambodia	Hattha Kaksekar Ltd Thaneakea Phum Cambodia Ltd Chamroeun
East Timor	Moris Rasik
India	Asomi Finance Private Ltd* Sonata Finance Private Ltd*
Indonesia	Koperasi Mitra Dhu'Afa
The Philippines	Ahon Sa Hirap Gata Daku Multi-Purpose Cooperative

## EASTERN AND CENTRAL EUROPE

Azerbaijan	Azeri Star Microfinance LLC Viator Mikrokredit Azerbaijan LLC
Kosovo	Kreditimi Rural i Kosovo

## WESTERN EUROPE

France	Babyloan / ABC Microfinance
--------	-----------------------------

\*Discussions en cours/  
*on-going discussions*

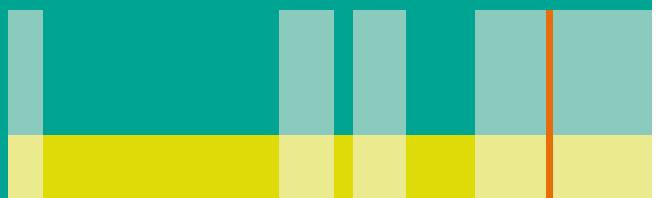
# Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation





# **Microfinance et social business : situation en 2010**

*Microfinance and  
social business:  
overview in 2010*



# La microfinance : un outil au service du développement



**Le microcrédit est destiné à accompagner des personnes pauvres**, exclues du système bancaire formel, en finançant la création d'une activité génératrice de revenus. 2,7 milliards des habitants de la planète ne sont pas intégrés aux systèmes financiers formels. Inventé il y a 30 ans au Bangladesh, le microcrédit a gagné plus de 80 pays en développement. Fin 2009, selon les chiffres les plus récents de la Campagne pour le Sommet du Microcrédit<sup>1</sup>, 190 millions d'emprunteurs, dont 128 millions de pauvres, bénéficiaient d'un microcrédit. Plus de 80% des emprunteurs pauvres sont des femmes.

Ces prêts les aident à développer une activité commerciale, artisanale ou agricole, génératrice d'un petit revenu, et ce faisant à accéder à une vie meilleure. Les montants octroyés sont faibles et augmentent au fur et à mesure que l'emprunteur a réalisé plusieurs cycles de crédit sans incident de remboursement. Les taux d'intérêt sont encore relativement élevés pour couvrir les coûts opérationnels. En effet, les institutions de microcrédit, si elles ne veulent pas dépendre des subventions ou des dons, doivent amortir leurs coûts opérationnels et le coût du risque sur des marges d'intérêt portant sur un montant unitaire très faible. Toutefois, les taux d'intérêt pratiqués sont en baisse constante depuis 5 ans grâce aux progrès de productivité des institutions de microfinance.

Les méthodes de distribution, les échéanciers de paiement, la politique de garantie sont adaptés aux capacités de remboursement des emprunteurs et à leur très faible niveau d'éducation financière. Malgré son développement rapide, le microcrédit ne touche encore qu'une faible fraction des bénéficiaires potentiels : à titre d'exemple 2,5 millions d'emprunteurs en Ethiopie, pays de 80 millions d'habitants.

**D'autres services financiers, en particulier des services d'épargne, de paiement et d'assurance, se sont greffés sur le microcrédit** pour offrir à des populations qui, dans leur très grande majorité, n'ont aucun contact avec le système financier formel, une gamme complète de micro-services financiers simples et accessibles.

Ces services répondent ainsi aux deux besoins fondamentaux qui existent chez tout être humain : le besoin d'être accompagné dans ses risques économiques, c'est le rôle du crédit, le besoin d'être protégé contre les aléas de l'existence, c'est le rôle de l'épargne et de l'assurance. Cette 2ème fonction est aujourd'hui très insuffisamment développée : quelques dizaines de millions de familles seulement bénéficient aujourd'hui d'une micro-assurance contre les risques de santé ou les risques de perte de récolte, dans les pays en développement.

**L'expansion des activités de microfinance a été portée par plusieurs milliers d'institutions spécialisées, de taille et de statut très variés.** Ces institutions jouent parfois un rôle social qui va très au-delà de leur fonction financière. Elles contribuent à la construction d'une société civile plus consciente de ses droits et plus confiante dans ses propres forces, à la promotion des femmes dans la vie économique, et à la mise en œuvre de programmes de santé ou d'éducation.

Ce sont ces bénéfices directs ou induits qui expliquent la diffusion rapide de la microfinance dans plus de 80 pays en voie de développement et la reconnaissance internationale qui lui a été accordée, avec notamment l'Année du Microcrédit des Nations Unies en 2005 et l'attribution du Prix Nobel de la Paix au Professeur M. Yunus et à la Grameen Bank en 2006. Diffusé à grande échelle par les pays du Sud, le modèle du microcrédit a été ensuite introduit dans les pays les plus développés en réponse à l'exclusion bancaire qui frappe les populations les plus démunies ou des groupes marginalisés. La crise qui touche ces pays ne peut que renforcer le rôle des organismes de microcrédit en accompagnement des laissés pour compte du système économique et financier.

L'ambition de la microfinance est depuis l'origine de **concilier un modèle économique d'entreprise avec une mission sociale au service des pauvres**.

# *Microfinance: a tool at the service of development*



**Microcredit is intended to support poor people** who are excluded from the formal banking system by financing the creation of a revenue-generating activity. 2.7 billion inhabitants of the planet do not have access to formal financial systems. Microcredit was invented 30 years ago in Bangladesh and has won over more than 80 developing countries. According to the most recent figures from the Microcredit Summit<sup>1</sup>, at the end of 2009, 190 million borrowers, including 128 million poor people, had taken out a micro-loan. More than 80% of poor borrowers are women.

These loans help them to develop a commercial, craft or agricultural activity that generates a small income, and in doing so gives them access to a better life. The amounts advanced are small and increase as the borrower completes several credit cycles without repayment problems. Interest rates are still relatively high to cover operating costs. Microcredit institutions do not want to depend on subsidies or grants, so they have to spread their operating costs and cost of risk over interest margins based on very small unitary amounts. However, the interest rates charged have been falling constantly for five years thanks to microfinance institutions' increasing productivity.

The distribution methods, payment schedules, and guarantee policies are adapted to the reimbursement capacities of the borrowers and to the very low level of their financial education. In spite of its rapid development, micro-credit still reaches only a feeble fraction of potential beneficiaries: for instance, 2.5 million borrowers in Ethiopia, a country of 80 million inhabitants.

**Other financial services, in particular savings, payment and insurance services, have been added to micro-credit** to offer a full range of simple and accessible financial micro-services to populations where the overwhelming majority has no contact with the formal financial system. These services thus meet two basic needs of all human beings: the need of advice and support in their economic risks, which is the role of credit; and the need to be protected against the vagaries of existence, which is the role of savings and insurance.

This second function is seriously underdeveloped at this time: some dozen million families only benefit from micro-insurance against health or harvest-loss risks in developing countries at this time.

**Microfinance activities have been expanded by several thousand specialised institutions of highly varying size and status.** These institutions sometimes play a social role which goes beyond their financial function. They contribute to the construction of a civil society more aware of its rights and more confident in its own strengths, to the promotion of women in economic life, and to the implementation of health and education programmes.

These direct or induced benefits explain the rapid spreading of microfinance in more than 80 developing countries and the international recognition it has received, particularly with the UN Year of Micro-credit in 2005 and the awarding of the Nobel Peace Prize to Professor M. Yunus and the Grameen Bank in 2006. Widely spread by the countries of the South, the micro-credit model was then introduced in more developed countries as a response to bank exclusion that affects the populations in greatest need or marginalized groups. The crisis hitting these countries cannot but enhance the role of micro-credit organisations in providing guidance and support to those left out of the economic and financial system.

Microfinance has from the outset aimed to **reconcile an economic model with a social mission in the service of the poor**.

# Un social business est une entreprise désintéressée



**Muhammad Yunus, Prix Nobel de la Paix 2006, Fondateur de la Grameen Bank / Etat de la Campagne du Sommet du Microcrédit Rapport 2011, p.28, 2011**

«Aujourd’hui, la plupart des entreprises sont gérées en partant du principe que les hommes sont égoïstes et que leurs décisions sont orientées vers la maximisation des profits. C'est une vision très réductrice des êtres humains. En réalité, nous sommes beaucoup plus complexes et nous possérons différents systèmes de valeurs. **Si une part de nous-mêmes peut être égoïste, une autre peut être altruiste.** Alors, pourquoi ne pas créer des entreprises reflétant ces différentes parts de nous-mêmes, des social business dont le succès se mesure aux changements qu’elles apportent dans nos vies ?

Nous n’aimons pas la pauvreté, nous n’aimons pas la maladie, nous n’aimons pas que des femmes meurent en couches, nous n’aimons pas que des personnes vivent dans des taudis, des bidonvilles, des ghettos... Nous n’aimons pas cela, personne n'aime cela, et pourtant, nous ne pouvons rien y faire si nous sommes trop occupés à gagner notre vie. En travaillant dans une entreprise « désintéressée », nous pouvons faire quelque chose, nous pouvons créer une entreprise pour changer la situation que nous déplorons.

**Le but d'un social business est de changer le monde sans faire la charité.** Une œuvre charitable est une action formidable, mais l'argent est donné et ne se renouvelle pas. Dans un social business, l'argent est réinvesti. En recyclant les profits, il est possible de se développer pour toucher un plus grand nombre de personnes. Telle est la force d'un social business.

#### **Quelles sont les caractéristiques d'un social business ?**

En premier lieu, sa mission. Un social business a pour objectif d'améliorer la vie des pauvres d'une manière concrète. Elle sert à traiter un problème particulier, pas simplement à faire le bien en général. Il faut avoir une idée précise de ce que l'on souhaite faire, c'est-à-dire étudier le problème et concevoir une activité capable de le résoudre. Par exemple, si le problème est la mortalité maternelle, il s'agira de créer une entreprise pour supprimer la mortalité maternelle.

En deuxième lieu, un social business ne génère pas de profit pour les investisseurs. La totalité de ses bénéfices est réinvestie en faveur des pauvres. Les associés déclarent dès le départ qu'ils ne percevront pas de

dividendes. L'entreprise peut ainsi se consacrer entièrement au problème à traiter, puisque les investisseurs n'ont pas de visées lucratives. Mais alors, qui investira dans une entreprise, s'il n'y a pas de profit à la clé ? Les personnes qui ont d'autres préoccupations. Et certaines peuvent être de très grandes sociétés, comme Danone. Grameen a développé avec Danone une joint venture sous la forme d'un social business pour lutter contre le problème de la malnutrition infantile. Nous produisons des yaourts qui contiennent tous les micronutriments dont les enfants ont besoin. Ces produits sont vendus à un prix très bas, accessible aux familles pauvres. Si un enfant consomme ce yaourt pendant huit à neuf mois, il recevra tous les micronutriments nécessaires, il retrouvera force et vitalité. Danone ne fait pas de profits sur cette activité, mais aide à réduire la malnutrition infantile au Bangladesh.

Nous avons également signé un partenariat avec le fabricant de chaussures allemand Adidas. Nous allons créer la société Grameen Adidas, qui proposera bientôt des chaussures pour moins de 1 dollar au Bangladesh. Cette activité aura un impact sur la santé, car les personnes pauvres souffrent de maladies comme l'ankylostomiasis, due à un ver qui pénètre dans l'organisme par la peau des pieds. Nous voulons donc fabriquer des chaussures pour que les enfants et les adultes ne soient plus jamais nu-pieds.

**Un social business est avant tout une idée, la reconnaissance d'un problème et la définition d'une solution innovante à petite échelle.** Nous pouvons résoudre de nombreux problèmes en concevant un projet novateur et en le mettant en œuvre sous la forme d'un social business. Nous pouvons commencer très modestement avec cinq salariés, cinq personnes qui sortiront du chômage, cinq personnes qui recouvreront la santé, cinq personnes qui trouveront un toit. Une fois que l'activité est lancée, une fois que la graine est plantée, elle peut germer et se multiplier dans le monde entier. Cela semble irréaliste ? Peut-être. C'est pourtant ainsi que le microcrédit a commencé. Le microcrédit n'est pas apparu tout d'un coup dans le monde entier. Il a pris naissance dans un village. Et aujourd'hui, c'est un phénomène mondial, parce que nous avons été nombreux à travailler pour le faire fructifier. Il en est de même pour le social business. Tout ce que nous devons faire, c'est semer la première graine.»

# *Social Business is Selfless Business*



**Muhammad Yunus, 2006 Nobel Peace Prize laureate, Founder of Grameen Bank / State of the Microcredit Summit Campaign Report 2011, p.28, 2011**

« Most businesses today are run based on the assumption that people are selfish and make decisions that maximize their own profit. This is a very one-dimensional view of humans. Real human beings are multi-dimensional; we have many things we value. **While part of us can be selfish, another part can be selfless.** So why can't we have businesses that reflect these other parts of us, social businesses that measure success by positive changes in peoples' lives?

We don't like poverty, we don't like people being in ill health, we don't like people dying at childbirth, we don't like people living in squalor, in ghettos, in slums, we don't like that - nobody likes that but we can't do anything about that if we are too busy making money for ourselves. On the other hand, if you are in a «selfless» business, you can do that, you can create a business to change conditions that we deplore.

**A social business seeks to change the world without giving charity.** Charity is a great idea, but the problem with charity is money goes out and never comes back. In a social business the money becomes endless. Recycling profits, you can continue expanding to reach more people. That is the strength of the social business.

**So what makes a business a social business?** First is its mission. It should seek to improve the lives of the poor in some specific way. Social business is a business to solve a problem, not just a business to do good to people in general. You have to have very specific ideas about what you want to do, so you start with the problem first and design a business on how to attack that problem. For example, if maternal death is your problem, then you design a business on how to eliminate maternal mortality.

Second, a social business does not make a profit for the investors. Earnings from these businesses should be channeled back into increased benefits for the poor. Owners declare upfront that they will never take any dividend out of the company. This focuses all the work of the business on solving the problem, because the idea of making money for investors has been removed.

So who would invest in a business if they can't make any money? People who care about other things. And it turns out that includes some very large corporations, like the Danone Food Company. Grameen has developed a joint venture social business with Danone to address the problem of child malnourishment. We produce yogurt that contains all the micro-nutrients that children are missing. We make this very cheap, so that poor mothers can buy it for their children. If a child eats this yogurt over eight to nine months, the child regains all of the micro-nutrients and becomes a healthy, playful child. Danone doesn't make any money out of this business, but they do get to help address the problem of malnourishment in Bangladesh.

Another company we partner with is Adidas, the German shoe company. We are creating the Grameen Adidas Company, which will soon provide shoes for less than US\$1 to poor people in Bangladesh. This will have an impact on health, because poor people suffer diseases like hook-worm that come through the skin of their feet. We want to make shoes so that children and adults can afford to wear them all the time.

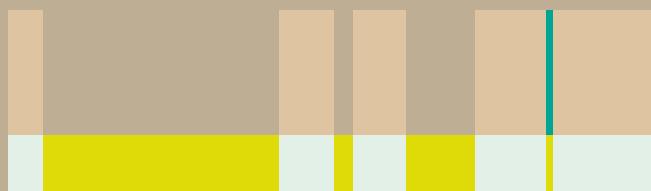
**First and foremost, a social business is a product of imagination, of recognizing a problem and coming up with a creative solution and then addressing that problem on a small scale.** If we come up with imaginative ideas and implement them as social businesses, we can solve many problems. It might start very small, five people employed, five people got out of unemployment, five people got out of sickness, five people got safe housing. The moment you have done it in a small way, you have developed the miracle seed, and now the seed can grow and be planted all over the world.

Does this sound too idealistic? Maybe so, but then again, this is how microcredit began. Microcredit didn't come to the whole world; it came to one village, and today it's a global phenomenon because many of us worked to develop that seed. Social business is the same way. All we have to do is develop the first seed.»



# Les états financiers

## *Financial statements*



CARNET EPARGNE BV

LIVRET  
D'EPARGNE ET DE CREDIT



# Rapport du Réviseur d'entreprises agréé / Report of the Réviseur d'entreprises agréé

Following our appointment by the Board of Directors on February 3, 2010, we have audited the accompanying annual accounts of GRAMEEN CREDIT AGRICOLE MICROFINANCE FOUNDATION, which comprise the balance sheet as at December 31, 2010 and the surplus and loss account for the year end December 31, 2010 and a summary of significant accounting policies and other explanatory notes.

## Board of Directors' responsibility for the annual accounts

The Board of Directors is responsible for the preparation and fair presentation of these annual accounts in accordance with Luxembourg legal and regulatory requirements relating to the preparation of the annual accounts. This responsibility includes: designing, implementing and maintaining internal control relevant to the preparation and fair presentation of annual accounts that are free from material misstatement, whether due to fraud or error; selecting and applying appropriate accounting policies; and making accounting estimates that are reasonable in the circumstances.

## Responsibility of the Réviseur d'entreprises agréé

Our responsibility is to express an opinion on these annual accounts based on our audit. We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing as adopted for Luxembourg by the Commission de Surveillance du Secteur Financier. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance whether the annual accounts are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the annual accounts. The procedures selected depend on the judgment of the réviseur d'entreprises agréé, including the assessment of the risks of material misstatement of the annual accounts, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the réviseur d'entreprises agréé considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the annual accounts in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control.

An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by the Board of Directors, as well as evaluating the overall presentation of the annual accounts. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

## Opinion

In our opinion, the annual accounts give a true and fair view of the financial position of GRAMEEN CREDIT AGRICOLE MICROFINANCE FOUNDATION as of December 31, 2010, and of the results of its operations for the year ended December 31, 2010 in accordance with the Luxembourg legal and regulatory requirements relating to the preparation of the annual accounts.

For Deloitte S.A., Cabinet de révision agréé



Philippe Lenges, Réviseur d'entreprises agréé  
Partner

March 4, 2011

# Bilan / Balance sheet

Au 31 décembre 2010 / As at December 31, 2010  
 (exprimé en euros / expressed in Euro)

Actif / Assets	Note / Note	2009	2010
<b>Actif immobilisé <i>Fixed assets</i></b>		<b>51 766 964</b>	<b>49 820 797</b>
Actifs financiers / <i>Financial assets</i>	3		
Prêts / <i>Loans</i>	3.1	6 146 964	8 150 238
BMTN / <i>Bonds</i>	3.2	28 740 000	28 740 000
Dépôts à terme / <i>Deposits</i>	3.3	16 880 000	10 650 000
Prises de participation / <i>Equities</i>	3.4	-	2 280 559
Actifs circulants <i>Current assets</i>		<b>974 363</b>	<b>1 457 635</b>
Créances / <i>Debtors</i>	4	903 981	1 094 495
Avoirs en banque et en caisse / <i>Cash at bank and in hand</i>	5	70 382	363 140
Charges payées d'avance <i>Prepaid expenses</i>		<b>84</b>	-
<b>Total actif / Total Assets</b>		<b>52 741 411</b>	<b>51 278 432</b>

Passif / Liabilities	Note / Note	2009	2010
<b>Dons et résultat <i>Grants and result</i></b>	6	<b>51 227 782</b>	<b>50 860 190</b>
Dons initiaux / <i>Initial grants</i>		50 001 000	50 001 000
Report à nouveau / <i>Surplus carried forward</i>		-	1 226 782
Résultat de l'exercice / <i>Result of the financial period</i>		1 226 782	-367 592
<b>Provisions pour risques et charges <i>Provisions for liabilities and charges</i></b>		<b>61 470</b>	<b>92 707</b>
Autres provisions / <i>Other provisions</i>	7	61 470	92 707
<b>Dettes <i>Creditors</i></b>		<b>1 452 159</b>	<b>318 726</b>
Dettes fiscales et dettes au titre de la sécurité sociale <i>Tax and social security debts</i>		61 895	117 674
Autres dettes / <i>Other creditors</i>	8	1 390 264	201 052
Produits à recevoir / <i>Deferred income</i>		-	6 809
<b>Total passif / Total liabilities and equity</b>		<b>52 741 411</b>	<b>51 278 432</b>

# Compte de résultat / Profil and loss account

Pour l'exercice clos au 31 décembre 2010 (exprimés en euros)  
 For the period ended December 31, 2010 (expressed in Euro)

Charges / Charges	Note / Note	24/09/08-31/12/09	01/01/10-31/12/10
Charges de personnel / Staff costs	9	267 938	412 877
Ajustements de valeur / Value adjustments	2 - 3.1	61 470	385 876
Autres charges externes / Other external charges	10	1 516 782	1 412 824
Charges financières / Financial charges		3 187	3 207
<b>Total charges / Total charges</b>		<b>1 849 377</b>	<b>2 214 784</b>
Produits / Income	Note / Note	24/09/08-31/12/09	01/01/10-31/12/10
Produits provenant d'autres valeurs mobilières et de prêts faisant partie des actifs financiers / Income from other transferable securities and from loans forming part of the financial assets	11, 3.1, 3.2	1 075 298	1 614 651
Autres produits financiers / Other financial income	12	2 000 861	232 541
<b>Total produits / Total income</b>		<b>3 076 159</b>	<b>1 847 192</b>
<b>Résultat de l'exercice / Net income for the financial period</b>		<b>1 226 782</b>	<b>-367 592</b>

# Notes aux comptes

## Note 1 – Présentation générale

La Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation (la "Fondation") a été créée le 24 Septembre 2008 après approbation par les autorités compétentes du Luxembourg.

La Fondation a son siège au 5 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg. Elle est régie par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif. Elle est placée sous le contrôle du ministère de la justice du Grand Duché de Luxembourg.

La Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation, fondée par Grameen Trust et Crédit Agricole SA, a été dotée de 50 001 000 EUR (50 000 000 EUR provenant de Crédit Agricole SA et 1 000 EUR provenant de Grameen Trust), dans l'objectif de lutter contre la pauvreté et l'exclusion financière dans les pays émergents, en appuyant le développement des Institutions de Microfinance (IMF) et en soutenant les projets d'entreprises sociales.

La Fondation a pour objet de fournir un appui financier aux IMF par des prêts, des garanties ou des prises de participation, et d'offrir une assistance technique adaptée à leur stade de développement, en se concentrant sur celles qui encouragent l'agriculture et les activités rurales.

La Fondation souhaite être active principalement dans les trois régions suivantes:

- Afrique subsaharienne,
- Afrique du Nord et Moyen Orient,
- Asie du Sud et du Sud-Est.

L'exercice financier de la Fondation commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année. Exceptionnellement, le premier exercice a commencé le 24 septembre 2008 et s'est terminé le 31 décembre 2009.

A la date du présent rapport, la Fondation offre des prêts en EUR, USD, XOF, KHR, IDR et THB selon la zone monétaire de l'institution partenaire et se fixe pour objectif d'offrir des prêts dans d'autres devises (sous la condition de pouvoir se couvrir grâce à des opérations de swaps de devises et de taux avec des tiers).

La Fondation est dirigée par un Conseil d'Administration et les deux comités spécialisés qui sont composés de membres du Conseil d'Administration :

- Le Comité de Projets qui a pour vocation de statuer sur les propositions de financement des IMF soumises par le Délégué Général, dans les limites décidées par le conseil d'administration,
- Le Comité d'éthique qui a pour mission de veiller au respect de la déontologie et à la conformité de la Fondation à son mandat social.

Un Délégué Général a été nommé et a reçu toutes les délégations de pouvoir nécessaires à la gestion courante et au fonctionnement de la Fondation.

Les statuts de la Fondation ont été publiés au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations le 30 octobre 2008. La Fondation est immatriculée au registre du commerce du Luxembourg sous le numéro R.C.S. Luxembourg G 194.

## Note 2 – Principes et méthodes comptables

### **Principes généraux**

Les comptes annuels ont été élaborés selon les lois et règlements en vigueur dans le Grand-Duché du Luxembourg.

Les principales méthodes comptables sont indiquées ci-dessous :

#### **2.1. Actifs financiers**

Les actifs financiers sont enregistrés à leur coût d'acquisition. En cas de baisse permanente de la valeur des actifs financiers, il est procédé à un ajustement de valeur.

#### **2.2. Créesances**

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale, ajustées, le cas échéant, des montants non recouvrables. Ces ajustements de valeur sont établis selon l'appréciation de la direction.

#### **2.3. Provisions pour risques et charges**

Des provisions pour couvrir les risques et charges prévisibles sont constituées à la fin de chaque exercice. Les provisions effectuées au cours des années précédentes sont régulièrement examinées et peuvent être reprises en compte de résultat.

#### **2.4. Passifs**

Les dettes sont enregistrées à leur valeur de remboursement, après prise en compte du total des tirages et montants remboursés.

#### **2.5. Produits d'intérêts**

Les produits d'intérêts sont constatés prorata temporis. Ils comprennent les produits d'intérêts sur la trésorerie et équivalents et sur les titres de créances.

#### **2.6. Conversion de devises étrangères**

La Fondation produit des comptes en EUR. Le bilan et le compte de résultat sont exprimés dans cette monnaie. Les montants libellés en devise sont convertis en EUR comme suit :

- tous les actifs, autres que les actifs financiers, sont enregistrés à leur plus faible contre-valeur en EUR, après conversion soit au taux historique soit au taux en vigueur à la clôture de l'exercice. Les actifs financiers sont convertis en EUR au taux historique,
- tous les passifs sont enregistrés à leur plus forte contre-valeur en EUR, après conversion soit au taux historique, soit au taux en vigueur à la clôture de l'exercice,
- les produits et charges libellés en devise sont convertis en EUR au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

En conséquence, seuls les gains et les pertes de change réalisés, ainsi que les pertes de change latentes sont reflétés dans le compte de résultat.

#### **2.7. Swaps croisés de devises et de taux**

Les opérations libellées en devises autres que l'EUR ou le XOF sont couvertes par des accords de swaps de devises et de taux, puis enregistrées au cours de change de l'euro convenu.

## Note 3 – Actifs financiers immobilisés

Les actifs financiers détenus par la Fondation au 31 décembre 2010 peuvent être ventilés comme suit:

### 3.1. Prêts

Les prêts accordés aux Institutions de Microfinance sont indiqués ci-dessous.

N°	Nom de l'IMF	Montant accordé	Montant (en EUR)	Montant résiduel après remboursement en capital (en EUR)	Date de tirage	Taux %	Intérêts reçus(en EUR)	Intérêts <sup>3</sup> courus (en EUR)	Total (en EUR)
1	Kreditimi Rural I Kosoves LLC	EUR 1 000 000	1 000 000 -----	2 000 000 -----	13/03/09	7,50 <sup>1</sup> --	125 361 -----	32 500 -----	157 861 -----
	Kreditimi Rural I Kosoves LLC	EUR 1 000 000	1 000 000 -----	-----	15/04/09	7,50 <sup>1</sup> --	-----	-----	-----
2	Kenya Women Finance Trust	USD 2 000 000	1 434 720	1 147 776	22/06/09	7,50	82 239	17 880	100 119
3	Miselini	XOF 400 000 000	609 796	458 005	22/07/09	8,00	39 535	8 811	48 346
4	Soro Yiriwaso	XOF 300 000 000	457 347 -----	609 796 -----	31/07/09	8,00--	58 337 -----	10 570 -----	68 907 -----
	Soro Yiriwaso	XOF 300,000,000	457 347 -----	-----	05/11/09	8,00--	-----	-----	-----
	Soro Yiriwaso	XOF 330 000 000	503 082	503 082	02/11/10	8,00	0	6 708	6 708
5	Sero Lease & Finance Limited	USD 500 000	348 967	0 <sup>2</sup>	31/08/09	8,00	20 865	5 671 <sup>2</sup>	26 536
6	Hattha Kaksekar Ltd Company	USD 500 000	338 754 -----	1 439 671 -----	06/11/09	8,50--	79 840 -----	6 209 --	105 895 -----
	Hattha Kaksekar Ltd Company	USD 1 500 000	1 100 917 -----	-----	05/03/10	8,50--	19 846 --	-----	-----
7	Caurie Microfinance	XOF 328 000 000	500 033	500 033	14/12/09	7,50	29 898	8 126	38 024
8	Thaneakea Phum Cambodia	THB 30 000 000	740 924	740 924	19/11/10	8,10	0	6 699	6 699
9	Koperasi Mitra Dhu'Afa	IDR 6 000 000 000	498 502	498 502	26/11/10	10,70	0	3 744	3 744
10	Chamroeun Microfinance Ltd	KHR 585 200 000	100 000	100 000	02/11/1	12,00	0	1 090	1 090
11	Mec Feprodes	XOF 100 000 000	152 449	152 449	30/09/10	8,00	0	3 151	3 151
<b>Total</b>		<b>9 242 838</b>	<b>8 150 238</b>			<b>436 075</b>	<b>131 005</b>	<b>567 080</b>	

Les prêts en USD, KHR, THB et IDR sont couverts par des swaps croisés de devises et de taux.

<sup>1</sup> Le taux d'intérêt initialement fixé à 8,50% a été ramené à 7,50% le 15 avril 2010.

<sup>2</sup> Compte tenu du risque de défaut sur les paiements à venir, le prêt et les intérêts courus de Sero Lease & Finance Limited ont été entièrement dépréciés. Le montant de la dépréciation s'élève à 348 967 EUR pour le prêt et à 5 671 EUR pour les intérêts courus. Cette dépréciation est enregistrée dans le compte « Ajustements de valeur sur les actifs financiers immobilisés ».

<sup>3</sup> Pour les prêts couverts par des swaps croisés de devises et de taux (CCIRS), les marges relatives aux CCIRS sont incluses dans les intérêts reçus et / ou intérêts courus.

### 3.2. Bons à moyen terme négociables français

Au 31 décembre 2010 la Fondation a souscrit à des BMTN émis par le Crédit Agricole :

N°	Montant (en EUR)	Date de valeur	Date d'échéance	Taux	Intérêts à la date d'échéance (en EUR)	Intérêts reçus (en EUR)	Intérêts courus (en EUR)	Total
1	5 740 000	24/03/09	19/02/11	3,11%	340 888	23 739	154 549	178 288
2	5 000 000	24/03/09	19/06/11	3,29%	368 210	75 715	88 334	164 049
3	6 000 000	24/03/09	19/01/12	3,57%	605 042	10 018	203 637	213 655
4	6 000 000	24/03/09	19/06/12	3,74%	727 302	103 286	120 500	223 786
5	6 000 000	24/03/09	19/01/13	3,92%	900 204	10 942	223 601	234 543
<b>Total</b>	<b>28 740 000</b>				<b>223 699</b>	<b>790 621</b>	<b>1 014 321</b>	

### 3.3. Placements en dépôts à terme

N°	Montant (en EUR)	Période de dépôt	Nombre de jours	Taux	Montant total des intérêts à recevoir (en EUR)	Intérêts à recevoir à la date de clôture (en EUR)
1	3 000 000	08/06/10 – 09/06/14	1 462	2,375%	289 354	40 969
2	1 700 000	10/11/10 – 10/01/11	61	0,76%	2 189	1 866
3	500 000	20/12/10 – 18/02/11	60	0,62%	517	103
4	2 000 000	20/12/10 – 20/01/11	31	0,50%	861	333
5	3 450 000	06/11/09 – 06/11/13	1 461	3,05%	440 551	121 369
<b>Total</b>	<b>10 650 000</b>					<b>164 640</b>

### 3.4. Participations en capital

Au 31 décembre 2010 la Fondation détient les participations en capital suivantes :

Nom	Coût d'acquisition en devise	Coût d'acquisition en EUR	Ajustement de valeur au 31 déc. 2010	Valeur au 31 Dec. 2010
Laiterie du Berger	XOF 200 000 000	EUR 304 898	-	EUR 304 898
Babyloan	-	EUR 105 910	-	EUR 105 910
TCX	USD 2 395 146	EUR 1 869 751	-	EUR 1 869 751
<b>Total</b>		<b>EUR 2 280 559</b>	-	<b>EUR 2 280 559</b>

## Note 4 – Créances

Le compte créances, dont le montant total s'élève à 1 094 495 EUR est principalement composé d'intérêts courus d'un montant de 1 080 596 EUR et de récupération de TVA d'un montant de 13 899 EUR.

## Note 5 – Avoirs en banque et en caisse

Au 31 décembre 2010, la Fondation détient 363 140 EUR d'avoirs en banque et en caisse.

## Note 6 – Dons et résultat

Ce montant comprend les dons initiaux reçus par la Fondation de Crédit Agricole S.A. et de Grameen Trust (soit 50 001 000 EUR), le report à nouveau (soit 1 226 782 EUR) ainsi que le résultat de l'exercice (soit (367 592) EUR).

## Note 7 – Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges comprennent une provision générale ex ante destinée à couvrir d'éventuelles pertes issues de l'activité. Cette provision (d'un montant de 92 707 EUR) est calculée par application d'un taux de 1% au montant total d'encours de prêts et de garanties.

## Note 8 – Autres dettes

Au 31 décembre 2010, les autres dettes se répartissent comme suit:

Frais de Domiciliation	EUR	2 300
Frais de garde	EUR	8 350
Frais de comptabilité	EUR	25 300
Déclaration fiscale	EUR	5 664
Frais d'audit	EUR	2 875
Autres divers	EUR	33 260
Provisions pour charges salariales relatives au personnel mis à disposition par Crédit Agricole S.A. à la Fondation	EUR	123 303
<b>Total</b>	<b>EUR</b>	<b>201 052</b>

## Note 9 – Charges de personnel

Les charges de personnel comprennent les salaires d'un montant de 256 684 EUR, les provisions pour congés payés de 14 933 EUR, les primes pour 30 800 EUR, les indemnités de transport de 2 544 EUR et les charges sociales d'un montant de 107 916 EUR.

## Note 10 – Autres charges externes

Au 31 décembre 2010, les autres charges externes se répartissent comme suit :

Honoraires	EUR	108 838
Frais Financiers	EUR	49 465
Locaux mis à disposition par Crédit Agricole S.A.	EUR	170 083
Frais de missions	EUR	231 533
Personnel mis à disposition par Crédit Agricole S.A.	EUR	713 315
Autres charges	EUR	139 590
<b>Total</b>	<b>EUR</b>	<b>1 412 824</b>

## Note 11 – Revenus provenant d'autres valeurs mobilières et de prêts faisant partie des actifs immobilisés

Au 31 décembre 2010, les produits provenant d'autres valeurs mobilières et de prêts faisant partie des actifs immobilisés se répartissent comme suit :

Produits d'intérêts sur les prêts	EUR	567 080
Produits d'intérêts sur les titres	EUR	1 014 321
Commissions de mise en place sur les prêts	EUR	33 250
<b>Total</b>	<b>EUR</b>	<b>1 614 651</b>

## Note 12 – Autres produits financiers

Au 31 décembre 2010, les autres produits financiers se répartissent comme suit :

Intérêts reçus	EUR	5 931
Intérêts reçus sur les dépôts à terme	EUR	205 423
Gains de change	EUR	3 801
Dons reçus pour la mise en place d'assistance technique	EUR	13 360
Commission de garantie reçue de Lead Foundation	EUR	4 026
<b>Total</b>	<b>EUR</b>	<b>232 541</b>

## Note 13 – Hors bilan

Au 31 décembre 2010 certains prêts n'ont pas été tirés et les engagements suivants ont été maintenus :

N°	Nom de l'IMF	Engagement	Montant décaissé	Maintien de l'engagement
1	Moris Rasik	USD 500 000	USD 0	USD 500,000
2	Kenya Women Finance Trust 2	KES 216 303 700	KES 0	KES 16 303 700
3	Azeristar Microfinance LLC	AZN 400 000	AZN 0	AZN 400 000

La Fondation a donné une garantie à la National Société Générale Bank Egypt qui accorde un prêt à Lead Foundation (une IMF établie en Egypte) d'un montant de 1 120 490 EUR.

## Note 14 – Swaps croisés de devises et de taux

Au 31 décembre 2010 la Fondation a conclu des accords de swaps croisés de devises et de taux afin de couvrir son exposition aux risques de change et de taux sur ses prêts en devises.

Les contrats de swap en cours sont les suivants :

Contrat	Montant nominal	Devise	Date d'échéance	Contrepartie
Cross-Currency Interest Rate Swap	2 000 000	USD	15/10/2012	CACIB
Cross-Currency Interest Rate Swap	500 000	USD	15/11/2012	CACIB
Cross-Currency Interest Rate Swap	500 000	USD	16/04/2012	CACIB
Cross-Currency Interest Rate Swap	1 500 000	USD	16/04/2012	CACIB
Cross-Currency Interest Rate Swap	585 200 000	KHR	15/10/2013	TCX
Cross-Currency Interest Rate Swap	6 000 000 000	IDR	16/10/2013	TCX
Cross-Currency Interest Rate Swap	30 000 000	THB	15/10/2013	TCX

# Notes to the financial statements

## Note 1 – General

Grameen Credit Agricole Microfinance Foundation (the “Foundation”) was created on September 24, 2008 when it was approved by the relevant authorities of Luxembourg.

The registered office of the Foundation is established in 5 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg. The Foundation was created under the modified Law of April 21, 1928 on associations and non profit foundations. It is placed under scrutiny from the Justice Ministry of the Grand Duchy of Luxembourg.

Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation, founded by Grameen Trust and Credit Agricole SA, was granted € 50,001,000 (€ 50,000,000 from Crédit Agricole SA and € 1,000 from Grameen trust) with the objective to fight against poverty and financial exclusion in emerging countries by supporting the development of MicroFinance Institutions (MFIs) and by assisting social business projects.

The Foundation aims to provide financial support to MFIs through loans, guarantees or equity, and to offer technical assistance adapted to their stage of development, focusing on MFIs encouraging the agriculture and rural activities.

The Foundation intends to be active mainly in the following 3 regions:

- Sub-Saharan Africa
- the Middle East and North Africa
- South and South-East Asia

The Foundation financial year starts on 1<sup>st</sup> January and ends on 31 December of each calendar year. The first financial period started on 24 September 2008 and ended on 31 December 2009.

The Foundation offers at the time of this report loans in EUR, USD, XOF, KHR, IDR and THB depending on the currency area of the partner institution, and retains the objective to offer loans in any another currency (subject to hedging through currency and interest rate swap transactions with third parties).

The Foundation is managed by the Board of Directors and the two specialized committees that have been created with some members of the Board of Directors:

The Project Committee which make decisions on the MFI financing deals proposed by the Managing Director, within the limits decided by the Board of Directors;

The Ethics Committee which ensures that deontology and conformity of the Foundation’s social mandate are adhered to.

A Managing Director has been appointed and has a delegation of powers for the day to day management and running of the Foundation.

The articles of incorporation were published in the Memorial, Recueil des Sociétés et Associations on October 30, 2008. The Foundation is recorded at the Luxembourg Trade Register under the number R.C.S. Luxembourg G 194.

## Note 2 – Accounting policies

### **General principles**

The annual accounts have been prepared in accordance with the laws and regulations in force in Grand-Duchy of Luxembourg.

The significant accounting policies are as follows:

#### **2.1. Financial assets**

Financial assets are recorded at acquisition cost. Where there is a permanent diminution in value of the financial assets, a value adjustment is made accordingly.

#### **2.2. Debtors**

Debtors are stated at their nominal value reduced by appropriate value adjustments for unrecoverable amounts. These value adjustments are determined as deemed appropriate by management.

#### **2.3. Provisions for liabilities and charges**

Provisions to cover foreseeable liabilities and charges are determined at the end of each year. Provisions set up in previous years are reviewed regularly and may be written back to the profit and loss account.

#### **2.4. Liabilities**

Debts are stated at their reimbursement value, taking into account total drawdown and repayment amounts.

#### **2.5. Interest income**

Interest income is recognised on a time-proportionate basis. It includes interest income from cash and cash equivalents and on debt securities.

#### **2.6. Foreign Currency Translation**

The Foundation maintains its accounting records in EUR and the Balance Sheet and the Profit and Loss accounts are expressed in this currency. Balances denominated in foreign currencies are translated into EUR as follows:

- all assets, other than financial assets, are stated at the lower of their countervalue translated into EUR at historical rates and at the rate prevailing at the year end. The cost of financial assets is translated into EUR at historical rates;
- all liabilities are stated at the higher of their countervalue translated into EUR at historical rates and at the rate prevailing at the year end;
- income and charges denominated in foreign currencies are translated into EUR at the rate ruling at the transaction date.

Consequently, only realized exchange gains and losses and unrealized exchange losses are reflected in the Profit and Loss account.

#### **2.7. Cross-Currency interest rate swaps**

Transactions denominated in a currency other than EUR or XOF are hedged by cross-currency interest rate swap agreements and then recorded following the fixed euro rate as agreed.

## Note 3 – Financial fixed assets

Financial assets held by the Foundation at December 31, 2010 can be detailed as follows:

### 3.1. Loans

The following loans have been granted to Micro Finance Institutions

N°	IMF name	Amount granted	Amount (en EUR)	Residual amount after capital repayment (in EUR)	Drawdown date	Rate %	Interest received <sup>3</sup> (in EUR)	Accrued Interest <sup>3</sup> (in EUR)	Total (in EUR)
1	Kreditimi Rural I Kosoves LLC	EUR 1,000,000	1,000,000 -----	2,000,000	13.03.09	7.50 <sup>1</sup> ---	125,361	32,500	157,861
	Kreditimi Rural I Kosoves LLC	EUR 1,000,000	1,000,000 -----		15.04.09	7.50 <sup>1</sup> ---			
2	Kenya Women Finance Trust	USD 2,000,000	1,434,720	1,147,776	22.06.09	7.50	82,239	17,880	100,119
3	Miselini	XOF 400,000,000	609,796	458,005	22.07.09	8.00	39,535	8,811	48,346
4	Soro Yiriwaso	XOF 300,000,000	457,347 -----	609,796	31.07.09	8.00---	58,337	10,570	68,907
	Soro Yiriwaso	XOF 300,000,000	457,347 -----		05.11.09	8.00---			
	Soro Yiriwaso	XOF 330,000,000	503,082	503,082	02.11.10	8.00	0	6,708	6,708
5	Sero Lease & Finance Limited	USD 500,000	348,967	0 <sup>2</sup>	31.08.09	8.00	20,865	5,671 <sup>2</sup>	26,536
6	Hattha Kaksekar Ltd Company	USD 500,000	338,754 -----	1,439,671	06.11.09	8.50---	79,840	19,846 --	105,895
	Hattha Kaksekar Ltd Company	USD 1,500,000	1,100,917 -----		05.03.10	8.50---			
7	Caurie Microfinance	XOF 328,000,000	500,033	500,033	14.12.09	7.50	29,898	8,126	38,024
8	Thaneakea Phum Cambodia	THB 30,000,000	740,924	740,924	19.11.10	8.10	0	6,699	6,699
9	Koperasi Mitra Dhu'Afa	IDR 6,000,000,000	498,502	498,502	26.11.10	10.70	0	3,744	3,744
10	Chamroeun Microfinance Ltd	KHR 585,200,000	100,000	100,000	02.11.10	12.00	0	1,090	1,090
11	Mec Feprodes	XOF 100,000,000	152,449	152,449	30.09.10	8.00	0	3,151	3,151
<b>Total</b>		<b>9,242,838</b>		<b>8,150,238</b>			<b>436,075</b>	<b>131,005</b>	<b>567,080</b>

Loans in USD, KHR, THB and IDR are covered by a cross-currency interest rate swap.

<sup>1</sup> At first the interest rate was 8.50% and since April 15, 2010 it was reduced to 7.50%.

<sup>2</sup> Due to a risk of default on payment, the loan and the accrued interests of Sero Lease & Finance Limited have been fully depreciated. The depreciation amounts to EUR 348,967 for the loan and to EUR 5,671 for the accrued interest. It was accounted for in the account "value adjustments on financial fixed assets".

<sup>3</sup> For loans covered by cross-currency interest rate swaps (CCIRS), margins related to CCIRS are included in interest received and / or accrued interest.

### 3.2. Medium-Term Negotiable bonds (French Bons à Moyen Terme Négociables)

The Foundation has invested in the following Crédit Agricole BMTN as of December 31, 2010:

N°	Amount (en EUR)	Value date	Maturity Date	Rate	Interest at maturity date (en EUR)	Interest received (en EUR)	Interest interest (en EUR)	Total
1	5,740,000	24.03.09	19.02.11	3.11%	340,888	23,739	154,549	178,288
2	5,000,000	24.03.09	19.06.11	3.29%	368,210	75,715	88,334	164,049
3	6,000,000	24.03.09	19.01.12	3.57%	605,042	10,018	203,637	213,655
4	6,000,000	24.03.09	19.06.12	3.74%	727,302	103,286	120,500	223,786
5	6,000,000	24.03.09	19.01.13	3.92%	900,204	10,942	223,601	234,543
<b>Total</b>	<b>28,740,000</b>				<b>223,699</b>		<b>790,621</b>	<b>1,014,321</b>

### 3.3. Term Deposit Placement

N°	Amount (en EUR)	Deposit Period	Nb. of days	Rate %	Total Interest receivable (en EUR)	Interest receivable at closing date (en EUR)
1	3,000,000	08.06.10 – 09.06.14	1,462	2.375	289,354	40,969
2	1,700,000	10.11.10 – 10.01.11	61	0.76	2,189	1,866
3	500,000	20.12.10 – 18.02.11	60	0.62	517	103
4	2,000,000	20.12.10 – 20.01.11	31	0.50	861	333
5	3,450,000	06.11.09 – 06.11.13	1,461	3.05	440,551	121,369
<b>Total</b>	<b>10,650,000</b>					<b>164,640</b>

### 3.4. Equities

The Foundation has invested in the following participations as of December 31, 2010:

Name	Acquisition cost in currency	Acquisition cost in EUR	Value adjustment as of Dec. 31,2010	Valuation as of Dec. 31,2010
Laiterie du Berger	XOF 200,000,000	EUR 304,898	-	EUR 304,898
Babylonan	-	EUR 105,910	-	EUR 105,910
TCX	USD 2,395,146	EUR 1,869,751	-	EUR 1,869,751
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>EUR 2,280,559</b>	<b>-</b>	<b>EUR 2,280,559</b>

## NOTE 4 – OTHER DEBTORS

Other debtors account, which amounts to EUR 1,094,495 is mainly composed of accrued interest for an amount of EUR 1,080,596 and value added tax receivable for an amount of EUR 13,899.

## Note 5 – Cash at bank and in hand

As of December 31, 2010, the Foundation held EUR 363,140 of Cash at bank and in hand.

## Note 6 – Grants and result

This amount includes the initial grants from Crédit Agricole SA and Grameen Trust (ie: EUR 50,001,000.00) received by the Foundation, the surplus carried forward (ie: EUR 1,226,782), as well as the result of the financial period (ie: EUR (367,592)).

## Note 7 – Provisions for liabilities and charges

The provisions for liabilities and charges include a general warranty provision in order to cover guarantee claims arising in the course of the business. This warranty provision (amounting to EUR 92,707) is calculated by applying a percentage (1%) to the total outstanding amount of the loans and of the guarantees.

## Note 8 – Other creditors

As of December 31, 2010, the other creditors consist of:

Domiciliary fees	EUR	2,300
Custodian fees	EUR	8,350
Accounting fees	EUR	25,300
Tax declaration	EUR	5,664
Audit fees	EUR	2,875
Other	EUR	33,260
Salary provisions related to personnel seconded to the entity	EUR	123,303
<b>Total</b>	<b>EUR</b>	<b>201,052</b>

## Note 9 – Staff costs

Staff costs include salaries EUR 256,684, holiday pay EUR 14,933, premiums EUR 30,800, transport indemnity EUR 2,544 and Social security costs EUR 107,916.

## Note 10 – Other external charges

As of December 31, 2010, other external charges consist of:

Honoraries	EUR 108,838
Financial services	EUR 49,465
Real property rental	EUR 170,083
Journeys and business travel	EUR 231,533
Personnel seconded to the entity	EUR 713,315
Other charges	EUR 139,590
<b>Total</b>	<b>EUR 1,412,824</b>

## Note 11 – Income from other transferable securities and from loans forming part of the fixed assets

As of December 31, 2010, income from other transferable securities and from loans forming part of the fixed assets consists of:

Income from interest on loan	EUR 567,080
Income from interest on bonds	EUR 1,014,321
Income from setting up commissions on loans	EUR 33,250
<b>Total</b>	<b>EUR 1,614,651</b>

## Note 12 – Other financial income

As of December 31, 2010, other financial income consists of:

Cash interest received	EUR 5,931
Cash interest received / term deposit	EUR 205,423
Exchange gains	EUR 3,801
Grants for technical assistance	EUR 13,360
Income from guarantee Lead Foundation	EUR 4,026
<b>Total</b>	<b>EUR 232,541</b>

## Note 13 – Off balance

As of December 31, 2010 some granted loans have not been drawn down and there are the following remaining commitments:

N°	IMF name	Commitment	Amount granted	Remaining commitment
1	Moris Rasik	USD 500,000	USD 0	USD 500,000
2	Kenya Women Finance Trust 2	KES 216,303,700	KES 0	KES 216,303,700
3	Azeristar Microfinance LLC	AZN 400,000	AZN 0	AZN 400,000

The Foundation provided The National Société Générale Bank Egypt with a loan guarantee for the Lead Foundation benefit (a microfinance institution established in Egypt) for an amount of EUR 1,120,490.

## Note 14 – Cross-currency interest rate swap

As of December 31, 2010 the Foundation entered into cross-currency interest rate swap agreements to hedge the currency and the interest rate exposure on interests on loans.

The cross-currency interest rate swap agreements outstanding consisted of:

Contract	Nominal amount	Currency	Maturity date	Counterpart
Cross-Currency Interest Rate Swap	2,000,000	USD	15.10.2012	CACIB
Cross-Currency Interest Rate Swap	500,000	USD	15.11.2012	CACIB
Cross-Currency Interest Rate Swap	500,000	USD	16.04.2012	CACIB
Cross-Currency Interest Rate Swap	1,500,000	USD	16.04.2012	CACIB
Cross-Currency Interest Rate Swap	585,200,000	KHR	15.10.2013	TCX
Cross-Currency Interest Rate Swap	6,000,000,000	IDR	16.10.2013	TCX
Cross-Currency Interest Rate Swap	30,000,000	THB	15.10.2013	TCX



Contact : [microfinance.grameen@credit-agricole-sa.fr](mailto:microfinance.grameen@credit-agricole-sa.fr)

Responsable de la communication financière : Pascal Webanck

Responsable de la publication : Anne Bossard

Conception et réalisation :  CACEIS Bank Luxembourg - Communications Division - Yves Collinet

Crédits photo : Nicolas Cornet / Dominique Desrue / Jean-Claude Ernst / Alain Goulard / Michel Lebrun / Philippe Lissac / Equipe de la Fondation

Impression : Tetris Communication



Ce document est imprimé sur du papier Magno Satin mat blanc certifié FSC (Forest Stewardship Council)

This document is printed on white Magno Satin matt Satin paper which is FSC (Forest Stewardship Council)



[www.grameen-credit-agricole.org](http://www.grameen-credit-agricole.org)

Grameen Crédit Agricole  
Microfinance Foundation  
5, Allée Scheffer  
L-2520 Luxembourg



**GRAMEEN CRÉDIT AGRICOLE**  
*Microfinance Foundation*